



Comité National de la Dette
Publique



Caisse Autonome
d'Amortissement du
Cameroun

Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°06/ Juin 2025

Version du 31 juillet 2025

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

B.P. : 7167 YAOUNDE Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 Fax : (+237) 222 22 01 29

Site internet : www.caa.cm E-mail : caa@caa.cm

La Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun, structure de gestion de l'ensemble des fonds d'emprunts publics de l'État et de ses démembrements, des organismes publics et parapublics, des collectivités locales, créée par Décret présidentiel N°85/1176 du 28 Août 1985, et réorganisée par le Décret N°2019/033 du 24 janvier 2019, assurant le Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique (CNDP),

Et le Comité National de la Dette Publique créé par Décret N°2008/2370/PM du 04 août 2008, dont les principales missions sont de coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique, de veiller à sa mise en cohérence avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'Etat,

Vous présentent la **conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun N°06/25-juin 2025**, qui retrace l'évolution des principaux agrégats de la dette publique au premier semestre de l'année.

Dans cette conjoncture, la dette publique est définie comme l'ensemble des passifs de l'Etat sous forme de dette. Un instrument de dette étant une créance financière, obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Pour l'instant, la dette publique est principalement limitée à celle de l'Administration Centrale et des Entreprises et Etablissements Publics. Les travaux de recensement et d'évaluation de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées se poursuivent.

Aussi, Conformément aux bonnes pratiques, il est procédé au suivi des passifs conditionnels, notamment la dette garantie par l'Administration Centrale et les Partenariats Publics Privés, qui peuvent impacter la dette publique sous certaines conditions. Les passifs conditionnels représentent des créances financières virtuelles de l'Etat, non encore matérialisées, mais susceptibles de se traduire par des obligations financières fermes dans certaines circonstances. Le suivi et l'évaluation de ces passifs sont indispensables, non seulement par souci de transparence, mais aussi pour la réalisation des analyses, notamment l'analyse de l'impact potentiel et les risques encourus sur l'endettement public, l'Analyse de la Viabilité de la Dette (AVD) et diverses autres analyses liées aux risques budgétaires.

SOMMAIRE

I.ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL.....	3
I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	3
I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.....	5
II.ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC.....	6
II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	7
II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	7
II.1.2. DETTE EXTERIEURE RETROCEDEE PAR L'ETAT AUX ENTITES PUBLIQUES.....	9
II.1.3. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	10
II.1.3.1. ENCOURS DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	10
II.1.3.2. RESTES A PAYER.....	12
II.1.3.3. DETTE FLOTTANTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	12
II.2. DETTE DES DEMEMBREMENTS DE L'ETAT.....	13
II.2.1. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS.....	13
II.2.2. DETTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES.....	14
II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT.....	15
II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT.....	15
II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP).....	15
III.SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	15
III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	15
III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	15
III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	15
III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER.....	15
IV.EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS	17
IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES.....	20
IV.2. DECRETS D'HABILITATION.....	21
IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	21
IV.3.1. DÉCAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTÉRIEURS.....	21
IV.3.2. DÉCAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS INTÉRIEURS.....	25
IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND's) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	25
IV.4.1. SEND's EXTÉRIEURS.....	25
IV.4.2. SEND's INTÉRIEURS	25
V.INDICATEURS D'ENDETTEMENT.....	27
V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE	27
V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE.....	27

Comité de Rédaction

Directeurs de Publication

MOTAZE Louis Paul, Ministre des Finances, Président du Comité National de la Dette Publique ;

ALAMINE Ousmane MEY, Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Vice-Président du CNDP.

Superviseurs

NOAH NDONGO Adolphe, Directeur Général de la CAA, Secrétaire Permanent du CNDP ;

MOH TANGONGHO Sylvester, Directeur Général du Trésor de la Coopération Financière et Monétaire, Président de la Commission Technique du CNDP ;

KENDEM John FORGHAB, Directeur Général Adjoint de la CAA.

Coordonnateur Technique

SIEWE Guillaume Thierry, Chef de Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique (DEADP /CAA), Coordonnateur du Secrétariat Permanent du CNDP.

Rédacteurs :

SIEWE Guillaume Thierry, DEADP, CSP-CNDP ;

ALEME MELOM Melissa Epse MANON, Chef de la Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement- à la DEADP/CAA ;

GONTA William, Chef de la Cellule du Suivi Statistique et de la Gestion des Bases des Données- à la DEADP/CAA ;

NDONGO MBA Laurent, Chef de la Cellule du Suivi Evaluation des Financements à la DEADP/CAA ;

SIMO Cédric, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;

PONDI Patrick Dylan, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;

ABOE Franck, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;

MBIANDJEU Michel Francine, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;

ONANA Carole, Chargé d'Etudes Assistant à la CSSGBD/DEADP/CAA ;

EBWEL Julien, Chargé d'Etudes Assistant à la CSSGBD/DEADP/CAA ;

FEUDJI Génie Lupin, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/DEADP/CAA ;

ZANG Laury, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/DEADP/CAA ;

ETELE Warren, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/DEADP-CAA ;

NLAME Rose Laetitia, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA ;

BIKELE Bryan, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA.

Contributions :

Membres du CNDP ;

Membres de la Commission Technique CNDP ;

Membres du Secrétariat Permanent du CNDP.

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

La publication de la présente « conjoncture de la dette publique » intervient dans un contexte mondial dominé par une instabilité géopolitique, une montée des tensions commerciales et une incertitude accrue. Selon les *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale publiées en juin 2025, la croissance économique mondiale devrait ralentir à 2,3% en 2025, contre des projections plus optimistes en janvier 2025, qui anticipaient une croissance plus soutenue de 2,7% en 2025 et 2026, portée par le reflux de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt.

Dans les économies avancées, un essoufflement généralisé est perceptible, alimenté par des tensions géopolitiques persistantes, des conditions financières restrictives et des faibles gains de productivité. La croissance y observerait un ralentissement prévu à 1,2% en 2025, contre une reprise à 1,4% en 2026. La dette publique de ce groupe de pays devrait atteindre 110,1% du PIB en 2025 à fin 2025.

Aux États-Unis, la croissance est désormais attendue à 1,4% en 2025 et 1,6% en 2026, avec une révision à la baisse de 0,9 point pour 2025, reflétant un affaiblissement significatif de la demande intérieure. Quant à la dette publique américaine, selon le FMI, elle devrait atteindre 122,5% du PIB en 2025.

Dans la zone euro, la croissance devrait croître à un rythme encore plus faible, avec des taux respectifs de 0,7% et 0,8% en 2025 et 2026. Pour le FMI, la dette publique dans cette union économique et monétaire devrait atteindre 88,7% du PIB en 2025.

En France, suivant les prévisions du FMI, la croissance pour le pays est estimée à 0,6% en 2025. L'Institution de Bretton Wood projette la dette publique du pays à environ 108,2% du PIB en 2025.

Les économies émergentes et en développement devraient enregistrer une croissance modérée mais soutenue au cours des prochaines années. Après un taux estimé à 4,3% en 2024, les prévisions du FMI indiquent une légère décélération à 3,7% en 2025, suivie d'une remontée à 3,9% en 2026. Ces prévisions ont été révisées à la baisse de 0,3 point pour 2025 et de 0,2 point pour 2026 par rapport aux projections de janvier 2025, reflétant une conjoncture régionale moins favorable. Quant à la dette publique de ce groupe de pays elle devrait atteindre 74,8% du PIB en 2025 selon le FMI.

Toutefois, la Chine, reste un moteur majeur avec une croissance projetée à 4,0% en 2025 et 2026, après une solide performance de 5,0% en 2024. La dette publique chinoise est projetée par le FMI à 96,3% du PIB en 2025. De même, l'Inde continue d'afficher une performance économique remarquable, avec une croissance qui atteindrait 6,2% en 2025 et 6,3% en 2026, avec une dette publique projetée à 80,4% du PIB en 2025.

Ces deux géants asiatiques se positionnent ainsi comme des piliers de la croissance dans les économies émergentes, bien que leurs trajectoires diffèrent, La Chine semble amorcer un ralentissement graduel, tandis que l'Inde maintient une dynamique robuste et résiliente.

En Afrique subsaharienne, une reprise progressive de la croissance est attendue au cours des prochaines années. Après avoir enregistré une croissance de 4,0% du PIB en 2024, l'activité économique y est estimée à 3,8% du PIB en 2025 et à 4,2% du PIB en 2026, pour une dette publique projetée à environ 55,4% du PIB.

Au Nigéria la croissance devrait s'établir à 3,0% du PIB en 2025 et 2,7% en 2026 et la dette publique atteindrait 52,5% du PIB en 2025.

En revanche, l'Afrique du Sud reste confrontée à des difficultés économiques majeures. Sa croissance est faible, avec des prévisions de 1,0% en 2025 et 1,3% en 2026, bien en deçà de la moyenne régionale. Ces projections ont été fortement révisées à la baisse en raison notamment

des problèmes d’approvisionnement énergétique et d’un climat des affaires fragile. Quant à la dette publique du pays, elle est projetée à environ 79,6% du PIB.

En somme, si l’Afrique subsaharienne montre des signes de redressement, les trajectoires contrastées du Nigéria, de l’Afrique du Sud et de l’Angola illustrent les disparités persistantes au sein de la région, mettant en lumière un potentiel de croissance inégalement réparti.

Dans la zone CEMAC, lors de sa session de juin 2025, le Comité de politique monétaire de la Banque des États de l’Afrique Centrale (BEAC) a revu à la baisse ses prévisions macroéconomiques, traduisant une détérioration notable de l’environnement économique par rapport aux estimations de mars. La croissance régionale prévue pour 2025 a été abaissée de 2,9% à 2,4%, en raison d’un recul plus fort que prévu de la production pétrolière (-2,7% contre -0,8%), bien que le secteur non pétrolier reste relativement dynamique avec une croissance attendue de 3,5%. L’inflation poursuit sa trajectoire désinflationniste, révisée légèrement à la baisse à 2,8% contre 2,9% précédemment, confirmant la tendance amorcée depuis 2024 (4,1%). Sur le plan budgétaire, le solde hors dons s’est dégradé à -1,2% du PIB, contre -0,9% anticipé en mars, compromettant les espoirs de consolidation budgétaire. Le compte courant continue de se détériorer également, avec un déficit revu à la hausse à -4,4% du PIB (contre -4,0%), principalement en raison de la baisse persistante des prix internationaux du pétrole. Si la masse monétaire progresse légèrement plus que prévue à 10,7%, la situation extérieure s’affaiblit : les réserves de change chutent de 7 584,9 à 7 063,2 milliards FCFA (-6,9%), entraînant une baisse du taux de couverture extérieure de la monnaie à 72,3% (contre 76,1%) et un recul des réserves en mois d’importations, de 4,8 à 4,51 mois.

Le Comité de Politique Monétaire a décidé au cours de cette session de maintenir inchangés : (i) le Taux d’Intérêt des Appels d’Offres à 4,50% ; le Taux de la facilité de prêt marginal à 6,00% ; le Taux de la facilité de dépôt à 0,00 % ; et les coefficients des réserves obligatoires à 7,00 % sur les exigibilités à vue et 4,50 % sur les exigibilités à terme.

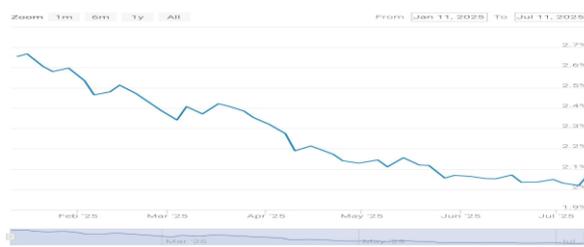
Evolution des principaux taux d’intérêt de référence

Graphique 1 : SOFR 6 mois



Source : Global rates

Graphique 2 : Euribor 6 mois



Source : Global rates

Tableau 0 : évolution des taux CIRR

Période	15-mai-24	15-nov.-24	15-déc.-24	15-janv.-25	15-févr.-25	15-mars-25	15-avr.-25	15-mai-25	15-juin-25
	14-juin-24	14-déc.-24	14-janv.-25	14-févr.-25	14-mars-25	14-avr.-25	14-mai-25	14-juin-25	14-juil.-25
Monnaie / Maturité	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR
US Dollar < 5 years	5,71	4,90	5,21	5,22	5,33	5,22	4,96	4,78	4,90
> 5-8.5 years	5,56	4,91	5,23	5,25	5,43	5,28	5,04	4,91	5,02
> 8.5 years	5,56	4,99	5,29	5,32	5,53	5,37	5,16	5,08	5,22
Euro < 5 years	3,64	3,01	3,03	2,92	3,17	3,05	3,18	2,84	2,88
> 5-8.5 years	3,44	3,06	3,12	3,00	3,28	3,18	3,39	3,09	3,12
> 8.5 years	3,44	3,18	3,25	3,12	3,42	3,32	3,60	3,34	3,37

Source : OCDE

Source : OCDE

I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

Le climat économique actuel du Cameroun est dense, marqué entre autres par la tenue de session parlementaire de juin 2025, la publication de diverses actes du Chef de l'état, dont (i) l'ordonnance N° 2025/001 du 11 juillet 2025 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2024/013 du 23 décembre 2024 portant loi de finances de la République du Cameroun ; (ii) l'Ordonnance N° 2025/002 du 18 juillet 2025 fixant les incitations à l'investissement en République du Cameroun ; (iii) la circulaire N°001 du 18 juillet 2025 relative à la préparation du budget de l'Etat au titre de l'exercice 2026 ; et l'achèvement du Programme Economique et Financier en cours avec le FMI.

Il est à retenir entre autres que le collectif budgétaire a porté le budget 2025 à 7 735,9 milliards de FCFA, en hausse de 418,2 milliards de FCFA par rapport à la loi initiale. Cette augmentation s'explique par la nécessité de financer des projets prioritaires et répondre aux défis économiques. Précisément, il est désormais prévu un recours aux emprunts sur les marchés financiers bancaires intérieur et extérieur pour 930 milliards de FCFA, dont 600 milliards de FCFA. pour la dette intérieure. Les ressources à mobiliser sur les marchés bancaires extérieurs sont fixées à 330 milliards de FCFA.

Relativement à la circulaire de préparation du budget de l'État au titre de l'exercice 2026, en matière d'endettement, il y est précisé que, tous les emprunts intérieurs et extérieurs, y compris les émissions d'obligations et les financements innovants (obligations vertes, financements islamiques, financements climatiques) à contracter directement par l'État ou ses démembrements (y compris les Communes et Régions, les entreprises publiques et établissements publics), devraient obligatoirement avoir l'avis du Comité National de la Dette Publique (CNDP). Il en est de même, des demandes de garantie ou de rétrocession, des financements par voie de Partenariat Public-Privé. Aussi, cette exigence est valable pour toutes les opérations de restructuration, de réaménagement (renégociation, allègement, reprofilage, rachat, swap et cession de créances) de dette.

Quant à la gestion des finances publiques, le Conseil d'Administration du FMI a achevé le 24 juillet 2025, les huitièmes revues des programmes au titre la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC), ainsi que la troisième revue du programme au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Cette validation ouvre la voie à des décaissements de 55,2 millions de DTS (75,9 millions de dollars) au titre des accords FEC et MEDC et de 51,7 millions de DTS (71,1 millions de dollars) au titre de l'accord FRD. Bien que ce soutien signale un maintien de la crédibilité macroéconomique, l'institution invite à plus de rigueur dans la gestion des finances publiques afin de dégager des marges budgétaires nécessaires pour des dépenses d'investissement propices à la croissance.

En juin 2025, les autorités nationales ont revu la croissance de 2024 à 3,5% contre 4,1% il y a quelques mois, et projettent près de 3,9% en 2025 et une stabilité autour de 4,2% en 2026 et 2027, soutenue par la reprise de la consommation des ménages, la mise en œuvre de projets structurants (centrale hydroélectrique de Nachtigal, extension du port de Kribi) et la hausse attendue de 6,7 % de la production de cacao, dans un contexte de prix historiquement élevés (+129,7 % en 2024).

Cette révision se fait dans un contexte de désinflation progressive. En effet, à fin juin 2025, les prix à la consommation ont augmenté de 0,3% par rapport au mois précédent, soit un rythme légèrement supérieur à celui observé en mai (+0,2%). Cette évolution mensuelle s'explique principalement par la progression de 0,5% des prix des produits alimentaires et de 0,6% des coûts de la composante « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ». En moyenne sur les douze derniers mois, le taux d'inflation s'établit à 4,1%, poursuivant ainsi sa trajectoire vers le seuil CEMAC de 3%.

II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

Au 30 juin 2025, l'encours de la dette publique du Cameroun s'établit à 14 105 milliards de FCFA, soit 43,0% du Produit Intérieur Brut (PIB). Cette dette enregistre une contraction de 1,1% en glissement mensuel et de 3,3% en glissement trimestriel, tout en affichant une progression de 1,8% sur un an. Ces évolutions témoignent d'une gestion globalement prudente de l'endettement public, en cohérence avec les orientations de la Stratégie d'Endettement à Moyen Terme (SDMT) 2025-2027, laquelle fixe le plafond de soutenabilité à hauteur de 50% du PIB contre 70% du PIB fixé au niveau de la convergence sous régionale.

La structure de la dette publique révèle une concentration significative au sein de l'Administration centrale, qui en détient 93,0 %. Les entreprises publiques, quant à elles, possèdent 6,8 % de cette dette, tandis que les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) n'en détiennent qu'une fraction minime de 0,2 %. Cette répartition souligne la prédominance de l'Administration centrale dans le champ de gestion de la dette publique, reflétant ainsi les priorités et les responsabilités financières de l'État. Il est également important de noter que la dette des CTD est en cours de recensement et de consolidation.

Tableau 1 : Encours de la dette du secteur public

Rubriques	30 juin 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 juin 2025 ***
1. Dette extérieure	8 343	8 906	8 815	8 801	8 694	8 635	8 653	8 510
Multilatérale	4 150	4 410	4 416	4 440	4 479	4 555	4 582	4 559
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>1 353</i>	<i>1 529</i>	<i>1 509</i>	<i>1 509</i>	<i>1 555</i>	<i>1 528</i>	<i>1 524</i>	<i>1 498</i>
Bilatérale	3 087	3 084	2 993	2 961	2 846	2 730	2 728	2 648
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>295</i>	<i>295</i>	<i>295</i>	<i>295</i>	<i>295</i>	<i>295</i>	<i>295</i>	<i>295</i>
Commerciale	1 107	1 412	1 406	1 400	1 369	1 351	1 343	1 302
2. Dette intérieure	4 447	4 694	4 767	4 815	4 850	4 736	4 606	4 605
2.1. Dette intérieure (hors Restes à Payer et dette flottante)	3 625	3 747	3 820	3 867	3 873	3 758	3 816	3 814
Titres publics	1 971	1 984	2 062	2 110	2 125	2 024	2 088	2 097
Emprunt consolidé BEAC	577	577	577	577	577	577	577	577
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	180	180	180	180	180	180	180	180
Dette structurée	845	939	934	934	923	910	903	894
Dette non structurée	52	67	67	67	67	67	67	67
2.2. Restes à payer de plus de 3 mois	361	536	536	536	566	566	379	379
2.3. Dette flottante de l'Administration Centrale	462	412	412	412	412	412	412	412
3. Dette Directe de l'Administration Centrale	12 790	13 600	13 582	13 616	13 545	13 371	13 259	13 115
<i>dont appui budgétaire total</i>	<i>1 648</i>	<i>1 824</i>	<i>1 804</i>	<i>1 804</i>	<i>1 850</i>	<i>1 823</i>	<i>1 819</i>	<i>1 794</i>
4. Dette des Entreprises et Etablissements publics	1 038	1 023	1 021	1 015	1 011	983	978	964
Dette extérieure directe des Entreprises et Etablissements publics	494	493	494	492	490	465	464	453
Dette intérieure auprès du système bancaire	349	336	333	329	326	323	320	316
Dette flottante des Entreprises et Etablissements publics	194	194	194	194	194	194	194	194
5. Dette des Collectivités Territoriales Décentralisées	26	26	26.0	26.0	26.0	26.0	26.0	26.0
Dette extérieure directe des CTD's	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Dette intérieure directe des CTD's	10	10	10	10	10	10	10	10
Dette flottante des CTD's	16	16	16	16	16	16	16	16
6. Passifs conditionnels explicites de l'Etat	4 900	4 899	4 899	4 899	4 899	4 899	4 899	4 897
Dette avalisée	5	3	3	3	3	3	3	2
Partenariats Publics Privés	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895
7. Total Dette Publique (non consolidée) (Secteur Public - hors passifs conditionnels) (3+4+5)	13 854	14 649	14 630	14 657	14 581	14 380	14 263	14 105

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

À fin juin 2025, l'encours de la dette directe de l'Administration Centrale s'établit à 13 115 milliards de FCFA, correspondant à 40,0% du PIB. Ce niveau marque une baisse de 1,4% en glissement mensuel, de 3,1% sur un trimestre, et une hausse de 2,5% en glissement annuel.

La structure de cette dette demeure dominée par les emprunts extérieurs, qui en représentent 64,9%, majoritairement contractés auprès de bailleurs de fonds bilatéraux (31,1%) et multilatéraux (53,6). La dette intérieure (y compris les RAP et la dette flottante), quant à elle, constitue 35,1% du total, dominée par les titres publics (45,5%) et la dette structurée (19,4%).

Parallèlement, la dette directe des établissements et entreprises publics s'élève à 964 milliards de FCFA, soit 2,9% du PIB. Elle enregistre une baisse de 1,4% en glissement mensuel, une réduction de 4,6% sur un trimestre, et une diminution significative de 7,1% en glissement annuel, témoignant d'une dynamique progressive de désendettement dans les entités publiques. La ventilation de cette dette fait apparaître une prépondérance des créances extérieures (47%), suivies de la dette intérieure bancaire (32,8%), puis de la dette flottante (20,2%).

Par ailleurs, les passifs conditionnels explicites de l'État sont estimés à 4 897 milliards de FCFA, soit 14,9% du PIB. Ce volume demeure stable en glissement mensuel et trimestriel, mais se contracte à 0,1% en glissement annuel. Ces engagements comprennent 99,5% des investissements réalisés dans le cadre des Partenariats Public-Privé (PPP) et 0,5% de dettes garanties, illustrant l'importance croissante de ces montages dans le financement des infrastructures sans alourdir la dette directe.

Enfin, la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) reste marginale, s'établissant à 26 milliards de FCFA. Cette dette est composée à 60,8 % de dette flottante. Des efforts continus sont déployés pour améliorer la comptabilisation et la traçabilité de cette dette, grâce à une collaboration renforcée entre le ministère des Finances, le ministère de la Décentralisation et du Développement local, le Comité National des Finances Locales et le Comité National de la Dette Publique.

En effet, selon la circulaire N°001 du 18 juillet 2025 relative à la préparation du budget de l'État pour l'exercice 2026, toutes les données et opérations de dettes extérieures et intérieures, ainsi que les dettes avalisées et les passifs conditionnels explicites (PPP), devront faire l'objet d'un reporting continu et d'une diffusion infra-annuelle et annuelle, pour des besoins de transparence et de suivi. C'est dans cette perspective que la CAA procède à des opérations régulières de recueil des informations nécessaires pour une gestion optimale de la dette publique. Une équipe devrait descendre sur le terrain au cours du mois d'août pour le recueil desdites informations.

II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au 30 juin 2025, l'encours de la dette extérieure de l'Administration Centrale est estimé à 8 510 milliards de FCFA, représentant 26 % du PIB. Cette dette enregistre une baisse de 1,7 % en variation mensuelle et de 2,1 % sur un trimestre, mais progresse de 2 % en glissement annuel. Elle est majoritairement constituée des emprunts multilatéraux (53,6 %), suivis de financements bilatéraux (31,1%) et commerciaux (15,3 %).

Comme indiqué dans le tableau ci-après, la dette multilatérale est la composante majeure de la dette extérieure et s'élève à 4 559,3 milliards de FCFA à fin juin 2025, dont 1 498 milliards de FCFA d'appuis budgétaires. Par rapport à l'année précédente, cette dette connaît une augmentation de 9,8 %, attribuable à la signature de nouvelles conventions de financement et aux conditions fournies par ces bailleurs de fonds. Les principaux créanciers multilatéraux sont : la Banque Mondiale (IDA et BIRD), qui détient 43,5 % de la dette multilatérale, soit 23,3 % de la dette extérieure totale ; le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD et FAD), qui représente 24,5 % de la dette multilatérale, soit

13,1 % de la dette extérieure totale ; et le Fonds Monétaire International (FMI), avec 19,8 % de la dette multilatérale, soit 10,6 % de la dette extérieure totale (hors allocation des Droits de Tirages Spéciaux (DTS)).

Tableau 2 : Encours de la dette extérieure

Rubriques	30 juin 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 juin 2025 ***
Multilatéral	4 149,8	4 409,8	4 416,3	4 440,2	4 479,0	4 555,0	4 581,5	4 559,4
BAD	671,5	716,2	720,2	718,6	718,6	715,5	716,2	716,8
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>167,1</i>	<i>218,6</i>	<i>218,6</i>	<i>218,6</i>	<i>218,6</i>	<i>218,6</i>	<i>216,1</i>	<i>216,1</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>
<i>PARPAC</i>	<i>23,3</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>
BADEA	31,1	33,0	32,9	32,8	30,8	29,6	30,9	29,5
BDEAC	20,2	21,6	26,7	31,7	31,7	31,7	31,7	31,7
BID	422,6	430,6	423,4	423,4	415,9	408,8	408,5	402,6
BIRD	313,9	328,2	331,1	334,0	336,3	337,4	346,1	349,3
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>9,0</i>	<i>9,4</i>	<i>9,4</i>	<i>9,3</i>	<i>9,0</i>	<i>8,6</i>	<i>8,5</i>	<i>8,2</i>
FAD	414,0	436,6	436,2	436,5	425,2	414,8	413,7	398,8
FIDA	66,1	68,8	68,8	68,4	66,2	64,5	64,3	62,8
FMI	850,5	921,9	902,0	904,2	952,8	929,2	927,5	904,4
<i>dont appuis budgétaires PEF 2017-2020</i>	<i>285,0</i>	<i>266,7</i>	<i>247,1</i>	<i>247,8</i>	<i>241,3</i>	<i>235,3</i>	<i>234,9</i>	<i>229,0</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>221,8</i>	<i>227,9</i>	<i>227,8</i>	<i>228,3</i>	<i>222,4</i>	<i>216,8</i>	<i>216,5</i>	<i>211,1</i>
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	<i>114,6</i>	<i>132,9</i>	<i>132,9</i>	<i>133,2</i>	<i>144,5</i>	<i>141,0</i>	<i>140,7</i>	<i>137,2</i>
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	<i>229,2</i>	<i>265,9</i>	<i>265,7</i>	<i>266,4</i>	<i>289,1</i>	<i>281,9</i>	<i>281,4</i>	<i>274,4</i>
<i>appuis budgétaires FRD 2024-2025</i>	<i>-</i>	<i>28,5</i>	<i>28,5</i>	<i>28,5</i>	<i>55,6</i>	<i>54,2</i>	<i>54,1</i>	<i>52,8</i>
FS OPEP	7,3	6,3	6,2	6,2	5,8	5,0	4,6	4,4
IDA	1 324,6	1 420,5	1 442,8	1 458,4	1 470,2	1 593,5	1 613,5	1 636,9
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>244,9</i>	<i>280,0</i>	<i>280,1</i>	<i>278,2</i>	<i>275,6</i>	<i>272,9</i>	<i>272,8</i>	<i>270,6</i>
UE	28,0	26,1	26,1	26,1	25,4	25,2	24,4	22,3
Bilatéral	3 086,7	3 084,2	2 993,2	2 961,5	2 845,7	2 729,6	2 727,8	2 648,3
ALLEMAGNE	15,0	14,5	14,5	14,5	14,5	14,5	14,5	13,7
Belgique	7,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,0
Espagne	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
FRANCE	769,2	725,6	710,8	710,8	705,1	683,5	683,5	680,3
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>
<i>dont C2D</i>	<i>18,5</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>
JAPON	34,1	52,2	52,9	54,4	51,5	51,6	51,2	49,2
NORVEGE (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	15,1	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	10,7
SUISSE	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
ARABIE SAOUDITE	7,3	6,9	6,9	6,9	6,3	6,0	6,0	5,8
CHINE	3,1	3,2	3,2	3,2	3,1	3,0	3,0	2,9
COREE DU SUD	45,5	44,4	44,9	44,7	42,7	41,7	42,0	40,6
EXIMBANK DE CHINE	2 043,7	2 071,8	1 995,9	1 969,1	1 872,7	1 785,2	1 785,8	1 720,8
EXIMBANK TURQUE	57,6	53,8	53,8	47,7	45,7	43,7	43,6	42,0
INDE	77,8	82,1	81,0	80,9	74,9	71,5	70,4	67,8
KOWEÏT	10,1	9,7	9,4	9,3	9,3	8,9	8,3	8,1
Commercial	1 106,7	1 412,2	1 405,7	1 399,6	1 369,4	1 350,8	1 343,3	1 302,1
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	201,2	210,9	210,9	210,8	208,8	206,7	206,7	205,0
Bank of China	77,8	69,8	69,8	61,8	56,4	53,8	53,8	51,8
Belfius	46,3	43,4	43,4	43,1	40,2	40,2	39,6	39,6
BMCE Bank	4,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	1,1
CDS group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-
CITI GROUP	-	348,3	348,1	347,6	333,3	318,4	318,0	306,1
Commercial-eurobond	511,1	480,2	480,2	480,2	480,2	480,2	480,2	480,2
<i>dont Eurobond 2015</i>	<i>61,8</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>
<i>Eurobond 2021</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>
Commerz bank Allemagne	21,4	18,4	18,4	18,4	17,6	16,9	16,8	13,0
Deutsche banque Espagne	17,9	27,4	26,4	26,4	26,4	24,5	24,5	24,5
Inter Islamic trade Finance Corporation	49,7	33,8	27,1	33,1	32,7	40,5	39,2	26,4
INTESA SANPAOLO SPA	49,5	42,7	42,7	42,7	39,6	39,6	39,6	35,9
Raiffeisen Bank Inter AG	5,0	4,8	4,8	4,8	4,6	4,6	4,6	4,4
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	17,8	16,4	16,4	16,4	15,7	13,4	12,4	11,8
Standard Chartered Londres	100,6	109,6	111,0	107,9	107,3	105,4	101,4	100,2
UNICREDIT	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2
Total Général	8 343,2	8 906,2	8 815,1	8 801,3	8 694,1	8 635,4	8 652,6	8 509,8

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

La dette bilatérale s'élève à 2 648,3 milliards de FCFA, représentant environ la moitié de la dette multilatérale. La République populaire de Chine en constitue le principal pourvoyeur, avec 65 % de cette composante (soit 20,2 % de la dette extérieure totale), confirmant ainsi sa place de partenaire privilégié dans les secteurs infrastructurels et énergétiques. La France suit avec 25,6 % (soit 8 % de la dette extérieure totale),

La dette commerciale atteint 1 302,1 milliards de FCFA, révélant l'ouverture graduelle du Cameroun aux instruments de marché. Cette composante est dominée par les émissions d'eurobonds de 2015 et 2021, qui représentent 36,8% de cette dette commerciale (soit 5,6% du total de la dette extérieure), tandis que les emprunts contractés auprès du groupe CITI en représentent 23,5% (soit 3,5% de la dette extérieure).

II.1.2. DETTE EXTERIEURE RETROCEDEE PAR L'ETAT AUX ENTITES PUBLIQUES

Sur un engagement total de 1 518 milliards de FCFA, l'encours de la dette rétrocédée, évalué au 30 juin 2025, s'élève à 863,4 milliards de FCFA, soit 2,7% du PIB. Ce montant, en diminution de 8,9% par rapport à décembre 2024, est détenu par onze (11) établissements publics porteurs de 40 projets comme indiqués dans le tableau ci-après.

Tableau 3 : Encours de la dette publique rétrocédée

N°	Structure bénéficiaire	Nom du projet	Bailleurs	Date de signature de l'accord de financement	Devises	Montant du financement en devise	Montant du financement	Encours au 31/12/2024	Encours au 30/06/2025
Montants en milliards de FCFA									
1	CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala	EXIMBANK China	13/11/2007	CNY	171 000 000,00	14	4,7	3,6
2	CAMWATER	PDUE	IDA	15/11/2007	XDR	10 900 000,00	9	36,5	33,4
3	CAMWATER	PAEPA - MSU	FAD	13/05/2009	FUA	29 440 000,00	24	22,6	20,9
4	CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala Phase 2	Eximbank China	05/11/2009	USD	97 130 000,00	57	28,5	22,7
5	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (1ère tranche).	DEXIA	07/12/2009	EUR	10 537 343,00	7	-	-
6	CAMWATER	Projet de reconstruction d'une station de traitement d'eau potable à Yaoundé et remise en état et extension des réseaux et des infrastructures de transport et de distribution d'eau potable à Yaoundé, Edéa, Bertoua et Ngaoundéré	BEI	30/12/2009	EUR	40 000 000,00	26	5,2	3,1
7	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (2 et 3 ère tranche) (8 villes et centre de LIMBE).	DEXIA	11/01/2011	EUR	17 042 079,90	11	-	-
8	CAMWATER	PDUE Financement additionnel	IDA	29/12/2010	XDR	8 345 604,66	7	6,2	5,7
9	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (4ème tranche).	DEXIA	16/03/2012	EUR	11 457 250,29	8	0,7	0,3
10	CAMWATER	Projet d'alimentation en eau potable de neuf villes (Phase 1 Bafoussam, Bamenda, Kribi et Sangmélima)	Eximbank China	30/10/2013	CNY	1 059 000 000,00	89	68,4	58,0
11	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (5ème tranche).	DEXIA	13/02/2014	EUR	14 050 311,68	9	2,4	1,9
12	CAMWATER	Densification des réseaux d'eau potable dans 11 villes au Cameroun	BELFIUS	25/07/2014	EUR	21 211 755,54	14	5,8	5,2
13	CAMWATER	Projet de réhabilitation de 14 systèmes d'eau potable	Belfius	27/10/2015	EUR	44 556 000,00	29	16,4	15,1
14	CAMWATER	Adduction en eau potable à Meyomessalla, Nkongsamba, Melong	Eksportkredit Norge	13/01/2017	EUR	57 525 400,00	38	12,9	10,7
15	CAMWATER	Projet d'adduction en eau potable 9 villes Phase 2	Eximbank Chine	22/03/2018	CNY	594 000 000,00	50	15,5	13,8
Total CAMWATER							392	225,6	194,6
16	CAMTEL	CDMA	EXIMBANK China	31/01/2007	CNY	350 000 000,00	29	6,6	4,7
17	CAMTEL	Backbone	EXIMBANK China	08/07/2009	USD	52 050 000,00	31	15,2	12,2
18	CAMTEL	National BroadBand Network	EXIMBANK China	19/07/2012	USD	168 300 000,00	99	68,2	56,2
19	CAMTEL	Backbone Expansion	EXIMBANK China	22/01/2015	CNY	513 000 000,00	43	34,5	29,4
20	CAMTEL	National BroadBand Network Phase 2	EXIMBANK China	08/12/2015	USD	337 121 984,15	199	174,9	147,3
TOTAL CAMTEL							402	299,4	249,8
21	SODECOTTON	Projet de développement coton et cultures (PDCIV)	BID	04/04/2012	EUR	11 390 000,00	7	4,7	4,7
22	SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2018/2019	ITFC	27/12/2018	EUR	98 000 000,00	64	-	-
23	SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2019/2020	ITFC				64	22,3	22,3
24	SODECOTTON	Financement du projet d'importation d'engrais	BADEA	27/12/2018	USD	25 000 000,00	15	0,5	0,4
25	SODECOTTON	Financement de la modernisation des huileries de la SODECOTON	BADEA	28/12/2018	USD	10 000 000,00	6	-	-
TOTAL SODECOTTON							157	27,5	27,4
26	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	BADEA	22/02/2001	USD	12 000 000,00	7	1,8	1,4
27	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	ING	25/08/2004	EUR	14 963 685,50	10	-	-
28	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	BADEA	12/05/2009	USD	6 000 000,00	4	2,1	1,8
TOTAL CNIC							21	3,9	3,2
29	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	AFD	31/07/2012	EUR	60 000 000,00	39	36,8	35,5
30	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	BEI	07/09/2012	EUR	30 000 000,00	20	10,1	9,4
31	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	IDA	31/07/2012	XDR	85 200 000,00	68	64,7	59,3
32	EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	IDA	28/02/2019	EUR	13 700 000,00	9	5,6	6,5
33	EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	IDA	28/02/2019	EUR	11 200 000,00	7	4,5	5,3
TOTAL EDC							144	121,8	116,0
34	CAMPOST	E-POST	EXIMBANK China	21/07/2011	CNY	433 000 000,00	36	21,9	18,3
35	SIC	1500 Logements sociaux	EXIMBANK China	12/01/2011	CNY	450 000 000,00	38	22,0	18,3
36	CCAA	PDST AERIEN	IBRD	20/04/2017	EUR	46 363 447,00	30	85	97
37	SONATREL	Projet de relise à niveau de réseau de transport d'électricité	IBRD	07/06/2017	EUR	291 100 000,00	191	128,8	135,1
38	SONARA	Projet d'importation du pétrole brut *	ITFC	19/02/2018	EUR	68 000 000,00	45	0,0	0,0
39	SONARA	Projet d'importation du pétrole par la SONARA*	ITFC	31/12/2021	EUR	83 500 000,00	55	10,9	1,8
40	ALUCAM	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patieres premieres et	ITFC	29/05/2023	USD	15 000 000,00	9	0,6	5,9
TOTAL EMPRUNTS RETROCEDES							1 518	947,3	863,4

Source : CAA

II.1.3. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.3.1. ENCOURS DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER ET DETTE FLOTTANTE

Au 30 juin 2025, la dette intérieure de l'Administration Centrale, hors Restes à Payer et dette flottante, s'établit à 3 814,4 milliards de FCFA, soit 11,6% du PIB. Cette dette enregistre une légère progression de 0,03% en glissement mensuel, une contraction de 1,5% sur un trimestre, et une hausse de 5,2% en glissement annuel.

La structure de cet encours révèle une prédominance des titres publics, qui en représentent 55,0%, contre 23,4% de dette structurée, 15,1% d'emprunt consolidé BEAC, 4,7% d'allocations DTS et 1,8% de dette non structurée. Cette orientation confirme l'ancrage progressif du Cameroun dans des mécanismes de financement de marché, plus transparents et encadrés.

S'agissant précisément des Bons de Trésor Assimilables qui connaissent une augmentation de l'ordre de 11,6% en glissement annuel, des réflexions sont en cours pour mitiger le risque de refinancement sous-jacent, en lien avec les tensions sur la capacité du marché domestique. C'est dans cette perspective, que le Chef de l'Etat a signé le décret N°2025/211 du 19 mai 2025, habilitant le Ministre des Finances à recourir à des emprunts sur les marchés financiers internationaux, pour un montant maximum de deux cents (200) milliards de FCFA, destinés au financement des opérations de trésorerie de l'exercice 2025.

La dette structurée constitue 23,4% de l'encours, correspondant à des emprunts contractés dans le cadre de conventions aux caractéristiques connues, souvent rattachés à des projets et programmes définis. À cela s'ajoutent 15,1% de créances consolidées auprès de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC),

Les allocations de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) à la BEAC pour le Cameroun, dans le cadre de la réponse régionale à la pandémie et aux chocs exogènes, représentent 4,7% de l'encours, tandis que la dette non structurée demeure résiduelle, à hauteur de 1,8%.

Tableau 4 : Encours de la dette intérieure hors Restes à Payer et dette flottante

Rubriques	30 juin 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 juin 2025 ***
Titres Publics	1 970.8	1 983.6	2 062.3	2 109.5	2 125.2	2 023.9	2 088.4	2 096.9
Bons de Trésor Assimilable	502.9	455.4	534.0	581.2	555.8	492.2	537.7	561.2
OTA	1 056.7	1 117.1	1 117.1	1 117.1	1 158.2	1 120.5	1 139.5	1 124.5
OT	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2
ECMR 6,25% 2022-2029	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0
ECMR 2023 - multitranches	176.200	176.200	176.2	176.2	176.2	176.2	176.2	176.2
Emprunt consolidé BEAC	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0
Dette Structurée	844.8	938.8	933.7	933.7	923.3	910.0	903.2	893.6
Dette Structurée Bancaire	290.2	288.6	286.2	286.2	280.4	274.5	271.6	264.3
Dette Bancaire Titrisée	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
ECOBANK	22.6	19.6	17.8	17.8	16.6	13.6	11.8	8.8
PLANUT 1	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
PLANUT 2	17.8	14.8	13.0	13.0	11.8	8.8	7.0	4.0
SIC-COFFOR	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
BGFI	6.4	5.3	5.3	5.3	4.8	4.3	3.6	3.6
PLANUT	4.6	3.4	3.4	3.4	2.9	2.4	1.8	1.8
STADE JAPOMA	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Banque Atlantique Cameroun (PLANUT)	204.7	191.8	191.2	191.2	188.2	178.4	178.4	177.3
PLANUT	26.7	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9
Cession de créance PAD	62.8	59.2	59.2	59.2	56.2	52.5	52.5	52.5
Cession de créance PAD 2024	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
Cession de créance PAK 2021	16.9	13.8	13.8	13.8	13.8	11.8	11.8	10.7
Cession de créance PAK 2022	20.2	17.1	17.1	17.1	17.1	14.9	14.9	14.9
Cession de créance PAK 2024	9.0	11.0	10.4	10.4	10.4	10.4	10.4	10.4
Cession de créance CAMTEL	22.1	27.9	27.9	27.9	27.9	25.9	25.9	25.9
Cession de créance CSPH	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0
Cession de créance CDC		5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
UBA	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
STADE OLEMBE	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
CCA BANK	5.9	16.3	16.3	16.3	15.3	15.3	15.3	15.3
Cession de créance CSPH		11.4	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	5.9	4.9	4.9	4.9	3.8	3.8	3.8	3.8
CREDIT FONCIER	24.2	24.2	24.2	24.2	24.2	23.5	23.0	23.0
LOGEMENTS SOCIAUX	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9
SIC ETAT SIEGE	15.3	15.3	15.3	15.3	15.3	14.7	14.2	14.2
SCB	6.0	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8
Pénétrante Est Douala	6.0	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	18.5	24.7	24.7	24.7	24.7	32.8	32.8	29.5
Cession de créances ENEO 2020	4.9	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
Cession de créances ENEO 2021 - Pool de 6 banques	11.3	8.0	8.0	8.0	8.0	4.8	4.8	1.5
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	2.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Cession de créance CDC		15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Cession de créance CAMRAIL						11.3	11.3	11.3
Dette structurée non bancaire	554.53	650.25	647.5	647.5	642.8	635.5	631.6	629.3
Dette titrisée	26.11	40.53	39.81	39.81	39.47	34.36	31.33	30.56
Dette croisée et B.T.P titrisée	26.1	40.5	39.8	39.8	39.5	34.4	31.3	30.6
Droits sociaux ex CAMAIR (16/09/08)	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
PAD	18.5	18.5	18.5	18.5	18.5	18.5	18.5	18.5
SONARA	6.4	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
CFHEC		20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
Dette non titrisée	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Dette B.T.P non titrisée	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Dette vis-à-vis des Ent. Publ.et Parapubliques	449.35	457.81	456.31	456.31	452.68	451.18	451.18	450.18
CNPS	132.2	156.4	156.4	156.4	156.4	156.4	156.4	156.4
ALUCAM	2.95	2.95	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9
PAD	29.0	28.4	28.4	28.4	27.8	27.8	27.8	27.8
PAK	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6
CAMTEL	169.2	157.1	156.1	156.1	154.1	153.1	153.1	152.1
CAMWATER	3.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
EDC	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
SOPECAM	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4
CDE/CAMWATER	18.7	18.7	18.7	18.7	18.7	18.7	18.7	18.7
CAMRAIL	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5
SIC	28.4	27.9	27.9	27.9	26.9	26.9	26.9	26.9
CAMPOST	19.2	17.7	17.2	17.2	17.2	16.7	16.7	16.7
SONATREL	20.8	20.8	20.8	20.8	20.8	20.8	20.8	20.8
Dette vis-à-vis des Ent. Privées	78.20	151.04	150.54	150.54	149.79	149.04	148.17	147.67
BENEFICIAL (priva.SOCAR)	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
ENEO	40.1	40.1	40.1	40.1	40.1	40.1	40.1	40.1
G.I.D.E.P.P.E	19.7	15.6	15.1	15.1	14.3	13.6	13.1	12.6
HEVECAM SA	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	-	-
PAC INTERNATIONAL	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
HYSACAM	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7
LES MINOTERIES DU CAMEROUN	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
MARKETERS	3.9	80.8	80.8	80.8	80.8	80.8	80.8	80.8
CORLEY	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9
AFRICA PETROLEUM		1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
BAJ SERVICE		2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1
BLESSING PETROLEUM		8.2	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2
GLOBAL PETROLEUM		2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2
KORI OIL		0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
NEPTUNE OIL		13.8	13.8	13.8	13.8	13.8	13.8	13.8
OLA - Energy		0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
PLANET PETROLEUM		3.0	3	3	3	3	3	3
TOTAL		20.0	20	20	20	20	20	20
TRADEX		19.1	19	19	19	19	19	19
GREEN OIL		6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
Autres conventions	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
Dette Non Structurée	52.3	67.2	67.2	67.2	67.2	67.1	67.1	67.0
Dette Commerciale	10.8	10.7	10.7	10.7	10.7	10.7	10.7	10.7
Dette Locative	10.5	10.5	10.5	10.5	10.5	10.5	10.5	10.5
Indemnités	21.3	21.2	21.2	21.2	21.2	21.2	21.2	21.1
Reprise de dette CDC		15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8
Autres Dettes Non Structurées	9.7	9.1	9.1	9.1	9.0	9.0	9.0	8.9
Total Général	3 624.8	3 746.6	3 820.2	3 867.4	3 872.6	3 757.9	3 815.5	3 814.4

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.1.3.2. RESTES A PAYER

L'encours des Restes à Payer à fin juin 2025 est estimé à 485,4 milliards de FCFA, dont 78,1% concernent les RAP de plus de trois mois et 19,9% les RAP de moins de trois mois. Ce stock enregistre des baisses respectives de 43,1% et 19,4% en glissements trimestriel et annuel.

Tableau 5 : Encours des Restes à Payer

Libellé	30 juin 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 juin 2025 ***
Montants en milliards de FCFA								
Restes à Payer de plus de trois mois	360,8	535,7	535,7	535,7	535,7	566,3	379,2	379,2
BIENS ET SERVICES	101,5	260,4	260,4	260,4	260,4	163,4	90,1	90,1
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	84,6	88,3	88,3	88,3	88,3	79,6	11,6	11,6
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	12,0	28,5	28,5	28,5	28,5	7,0	3,6	3,6
AUTRES TRANSFERTS	77,3	73,5	73,5	73,5	73,5	169,6	158,9	158,9
SUBVENTION	53,9	51,2	51,2	51,2	51,2	118,3	110,9	110,9
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	30,2	31,5	31,5	31,5	31,5	28,4	4,1	4,1
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	1,4	2,2	2,2	2,2	2,2	-	-	-
Restes à Payer de moins de trois mois	241,5	318,0	318,0	318,0	318,0	60,2	106,1	106,1
BIENS ET SERVICES	35,4	126,3	126,3	126,3	126,3	30,7	47,0	47,0
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	18,5	46,0	46,0	46,0	46,0	0,8	8,6	8,6
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	14,8	17,4	17,4	17,4	17,4	0,7	2,3	2,3
AUTRES TRANSFERTS	111,7	62,3	62,3	62,3	62,3	19,5	29,1	29,1
SUBVENTION	44,4	24,8	24,8	24,8	24,8	7,7	11,6	11,6
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	16,6	41,2	41,2	41,2	41,2	0,7	7,7	7,7
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL Restes à Payer	602,3	853,7	853,7	853,7	853,7	626,5	485,4	485,4

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : DGTCFM/CAA/CNDP

II.1.3.3. DETTE FLOTTANTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

La dette flottante est estimée à 411,5 milliards de FCFA à fin juin 2025, soit un niveau stable par rapport au mois précédent, mais en recul de 10,8% par rapport à l'année dernière. Cette composante reste dominée par la dette salariale (73,7%), suivie de la dette commerciale (16,9%), de la dette fiscal-douanière (6,7%), de la dette locative (2,2%), de la dette sociale (0,4%) et des indemnités (0,1%). Cette structure met en lumière le poids des obligations salariales, qui font l'objet d'un traitement spécial et d'un plan d'apurement visant à un règlement intégral dans les meilleurs délais.

Tableau 6 : Encours de la dette flottante

Dettes flottantes de l'Administration centrale	30 Juin 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 Juin 2025 ***
Montant en milliards de FCFA								
Dettes salariales	303,3	303,3	303,3	303,3	303,3	303,3	303,3	303,3
Dettes fiscal-douanières	77,6	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6
Dettes commerciales	69,5	69,5	69,5	69,5	69,5	69,5	69,5	69,5
Dettes académiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes locatives	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1
Dettes sociales	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Indemnités	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total	461,5	411,5	411,5	411,5	411,5	411,5	411,5	411,5

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : DGB/CAA

II.2. DETTE DES DEMEMBREMENTS DE L'ETAT

II.2.1. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

La dette directe des Entreprises et Etablissements Publics, en complément de la dette rétrocédée par l'État, est estimée à 964 milliards de FCFA, soit 2,9% du PIB au 30 juin 2025. Elle est constituée de 47,0% de dette extérieure ; de 32,8% de dette intérieure, incluant les dettes fournisseurs de la SONARA ; et de 20,2% de dette flottante.

II.2.1.2. DETTE DIRECTE INTÉRIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS (hors dette flottante)

L'encours de la dette intérieure des Entreprises et Établissements Publics atteint 316,5 milliards de FCFA, enregistrant des baisses successives de 1% par rapport au mois précédent, de 2,8% en glissement trimestriel et de 7,7% en glissement annuel. La SONARA est le principal emprunteur de cette catégorie, avec une dette (bancaire et fournisseurs) de 215,4 milliards de FCFA, représentant 66,7% de l'ensemble.

Tableau 7 : Encours de la dette intérieure des entreprises et établissements publics

Dettes financières Intérieures des entreprises publiques et parapubliques	30 Juin 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 Janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 Mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 Juin 2025 ***
SCDP	-	-	-	-	-	-	-	-
SONARA	234,4	223,2	221,2	219,3	217,4	215,4	213,5	211,5
SONARA Dette Bancaire	205,6	194,3	192,4	190,5	188,5	186,6	184,6	182,7
SONARA Dette Fournisseur	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8
CAMAIR-CO	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4
CAMTEL	22,0	22,2	21,8	20,6	19,8	19,4	18,3	17,4
CAMWATER	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2
CDC	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
FEICOM	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6
MEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PAD	8,3	5,6	4,9	4,6	4,2	3,6	3,2	2,9
Total Dette intérieure	349,4	335,6	332,7	329,2	326,1	323,1	319,6	316,5

*** données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation

Source : CTR/CAA

II.2.1.3. DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS, NON AVALISÉE PAR L'ETAT

Au 30 juin 2025, la dette extérieure directe des Entreprises et Établissements Publics est estimée à 452,8 milliards de FCFA, incluant les dettes fournisseurs et d'exploitation de la SONARA et de la CAMAIR-CO, représentant 95,8% du total de la dette extérieure des entités publiques. Cette dette enregistre des diminutions respectives de 5,0% et 6,1% en glissements mensuel et annuel.

Tableau 8 : Encours de la dette extérieure des entreprises et établissements publics.

Dettes financières extérieures des entreprises publiques et parapubliques	31 mai 2024 ***	30 Juin 2024 ***	31 juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***	31 octobre 2024 ***	30 novembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 Juin 2025 ***
	Montants en Milliards de FCFA													
ADC	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4
SONARA	408,4	410,2	406,8	399,4	396,3	401,4	408,2	410,5	411,6	409,9	408,2	383,5	381,9	371,1
CAMAIR-CO	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6
PAD	10,7	10,7	10,4	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	8,8	8,8	8,8	8,8	8,8
TOTAL	492,1	493,9	490,2	482,0	478,9	484,0	490,8	493,0	494,2	491,7	490,0	465,2	463,7	452,8

* données définitives *** données provisoires

Source : Ex-CTR/CAA

II.2.1.4. DETTE FLOTTANTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

En ce qui concerne la dette flottante, elle est maintenue à environ 194,4 milliards de FCFA à fin juin 2025, répartis comme suit : (i) 71,0% de dette fiscalo-douanière ; (ii) 19,3% de dette commerciale ; (iii) 8,1% de dette académique ; (iv) 0,4% de dette sociale et, (v) 0,001% de dette locative.

Tableau 9 : Encours de la dette flottante des entreprises et établissements publics

Dettes flottantes des Entreprises et Etablissements Publics	30 Juin 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 Juin 2025 ***
	Montant en milliards de FCFA							
Dettes salariales	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes fiscalo-douanières	138,1	138,1	138,1	138,1	138,1	138,1	138,1	138,1
Dettes commerciales	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
Dettes académiques	15,7	15,7	15,7	15,7	15,7	15,7	15,7	15,7
Dettes locatives	0,002	0,002	0,002	0,002	0,002	0,002	0,002	0,002
Dettes sociales	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1
Indemnités	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	194,4	194,4	194,4	194,4	194,4	194,4	194,4	194,4

Source : DGB/CAA

II.2.2. DETTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

II.2.2.1. DETTE INTERIEURE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES (hors dette flottante et dette FEICOM)

L'encours provisoire de la dette financière intérieure des CTD recensée par la CAA est estimé à environ 10,2 milliards de FCFA, Cette dette résulte de deux conventions conclues entre la Commune Urbaine de Douala et UBA. L'opération de recensement de la dette visée se poursuit.

Tableau 10 : Encours de la dette intérieure recensée des CTD's

CREANCIER	CTD BENEFICIAIRE	Encours au 31 mai 2024 ***	Encours au 31 décembre 2024 ***	Encours au 31 janvier 2025 ***	Encours au 28 février 2025 ***	Encours au 31 mars 2025 ***	Encours au 30 avril 2025 ***	Encours au 30 avril 2025 ***	Encours au 31 mai 2025 ***	Encours au 30 juin 2025 ***
UBA	MAIRIE DE LA VILLE DE DOUALA	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA		10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2

Source : CAA

II.2.2.2. DETTE FLOTTANTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

À fin juin 2025, l'encours de la dette flottante des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) demeure inchangé par rapport aux estimations du 31 décembre 2024, s'élevant à 15,8 milliards de FCFA. Cette dette se répartit comme suit : (i) 92,9% de dette commerciale ; (ii) 6,2% de dette sociale ; (iii) 1,0% de dette fiscalo-douanière ; et (iv) 0,02% de dette locative.

Tableau 11 : Encours de la dette flottante des CTD's

Dettes flottantes des CTD's	30 Juin 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 Juin 2025 ***
	Montant en milliards de FCFA							
Dettes salariales	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes fiscalo-douanières	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Dettes commerciales	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7
Dettes académiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes locatives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes sociales	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Indemnités	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8

Source : CAA

II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT

Au 30 juin 2025, les passifs conditionnels explicites de l'État, comprenant la dette avalisée et les Partenariats Publics-Privés (PPP), sont estimés à 4 896,8 milliards de FCFA, dont 99,5% concernent les partenariats publics-privés actifs à cette date.

II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT

L'encours de la dette avalisée est estimé à 1,7 milliard de FCFA, soit 0,01% du PIB, correspondant aux précédentes estimations. Cet encours enregistre une baisse de 51,3% par rapport à l'année précédente, et ne présente aucune variation par rapport aux mois et trimestres précédents.

Tableau 12 : Encours de la dette avalisée par l'Etat

No	CREANCIER	ENTREPRISE BENEFICIAIRE	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 MAI 2025***	30 juin 2025***
5	AFDB	KPDC	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,7	0,7
6	BDEAC	KPDC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3
7	EIB	KPDC	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,7	0,7
	TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA		3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	1,7	1,7

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

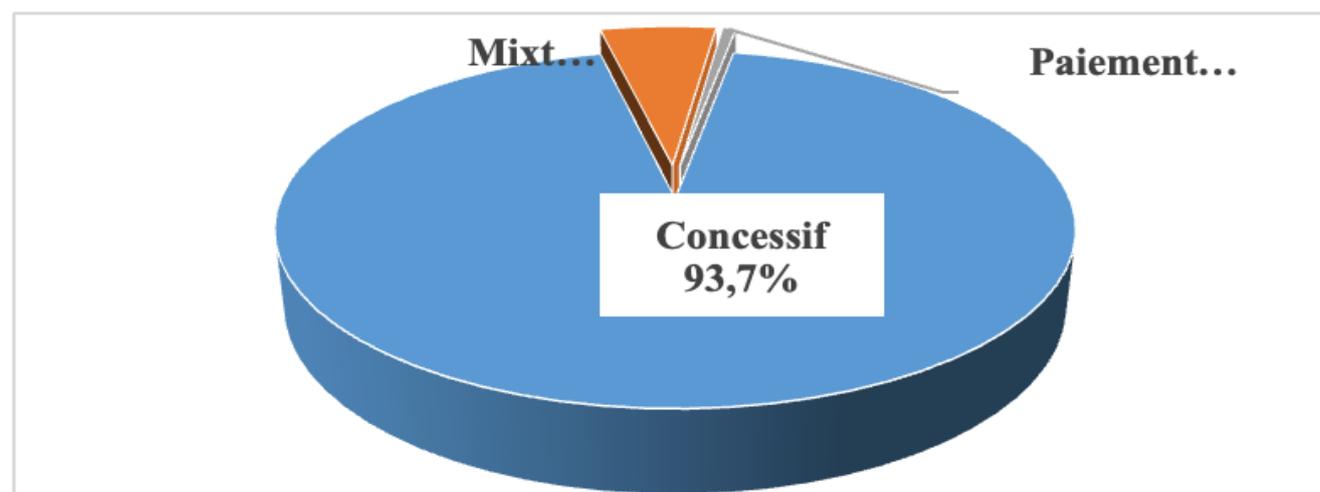
Source : MINFI/CAA

II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)

Sous réserve de la mise à jour des données par le CARPA et les entités sectorielles concernées, le montant total des investissements réalisés sous forme de PPP est estimé à 4 895,1 milliards de FCFA. Cette estimation ne prend pas en compte le projet de construction de la voie ferrée reliant le Cameroun au Congo, qui se divise en plusieurs phases, avec un coût global évalué à environ 5400 milliards de FCFA à supporter par les deux Etat.

Le portefeuille des PPP se divise en trois principales catégories : les PPP concessifs, qui représentent la majorité avec 93,7% du total, suivis des PPP mixtes avec 5,7%, et enfin les PPP à paiement public, qui ne représentent que 0,6%.

Graphique 3 : Répartition du montant total des PPP selon ses différentes formes



Source : CAA/ CARPA /CNDP

Afin de mieux encadrer les engagements liés aux PPP et de limiter les risques associés, une nouvelle loi régissant le régime général des contrats a été adoptée en juillet 2023. Cette réforme a pour objectif de renforcer la réglementation et la gouvernance des projets PPP au Cameroun.

Tableau 13 : Liste des projets signés sous forme de PPP

0	Objet du projet	Partenaire public	Date de signature	Type de PPP	Montant de l'investissement au 30 juin 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 décembre 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 Mars 2025 ***	Montant de l'investissement au 30 avril 2025 ***	Montant de l'investissement au 31 mai 2024 ***	Montant de l'investissement au 30 juin 2025 ***
1	Modernisation du système informatique de la Douane au Cameroun	MINFI	signé le 04/09/2015, et entré en vigueur le 01/06/2017	Paiement public	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4
2	Kiosques urbains dans la ville de Douala (1400 kiosques)	CUD		Concessif	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8
3	Construction de 6 immeubles de rapport à Okolo-Yaoundé	CNPS	13/04/2017	Mixte	11	11	11	11	11	11
4	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6
5	Projet de mise en place de la couverture santé universelle	MINSANTE	27/08/2020	Concessif	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47
6	Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun	MINTP	18/05/2020	Paiement public	0	0	0	0	0	0
7	Financement, conception, construction, exploitation et maintenance Kiosques multifonctions pour la ville de Yaoundé	CUY		Concessif	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
8	Projet de financement, conception, construction, aménagement, exploitation et maintenance d'entrepôts publics au Port de Douala-Bonabéri	CCIMA	01/06/2022	Concessif	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18
9	Contrôle des axes routiers en vue de la réduction des accidents	MINT	18/02/2022	Concessif	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7
10	Projet de réalisation de Centres hospitaliers ambulatoires à Bertoua et à Douala	MINSANTE	02/12/2021	Concessif	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
11	projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi	MINT	24/02/2022	Concessif	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0
Total (CARPA)					2 206,5	2 206,5	2 206,5	2 206,5	2 206,5	2 206,5
1	Projet de construction du barrage hydroélectrique de NACHTIGAL	NHPC - Nachtigal Hydro Power Company	01/11/2018	Concessif	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1
2	Projet de construction du Terminal à conteneur du Port de Kribi	MINT et PAK	27/07/2017	Concessif	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5
3	construction de magasin de Cale	PAD	01/07/2021	Concessif	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0
4	Projet de construction du Terminal minéralier du Port de Kribi	MINT et PAK	25/02/2022	Concessif	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4
5	Construction du Terminal à marchandise générale	PAK	12/07/1905	Concessif	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6
6	Construction, gestion et maintenance du marché Congo à Douala	Communauté Urbaine de Douala	12 septembre 2012	Concessif	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8
7	Réhabilitation du laboratoire central de l'hôpital général de Yaoundé	Hôpital Général de Yaoundé	17 août 2015	Paiement public	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
8	Approvisionnement supplémentaire de 50 000 m3 d'eau /jour dans la ville de Yaoundé	ETAT/ Ministère de l'Eau et de l'Energie	01/12/2014	Concessif	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0
9	Transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé	MINT/CUY	31/08/2016	Mixte	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0
10	Réhabilitation de la blanchisserie de l'Hôpital Général de Douala	HGD	12/10/2017	Paiement public	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
11	Réhabilitation, exploitation et maintenance de l'immeuble CNPS Avenue de Gaulle à Douala	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)	23 octobre 2017	Concessif	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0
12	Gare routière de SODIKO	CUD	28/07/2017	Concessif	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
13	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4
14	Projet d'exploitation industrielle du gisement de fer Lobe-Kribi	MINMIDT	06/05/2022	Concessif	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0
15	Pour Mémoire, le projet de construction du chemin de fer Cameroun-Congo constitué pour la partie camerounaise des phases ci-après : (i) Projet de construction du Terminal minéralier du Port de Kribi d'un montant de 202,4 milliards de FCF; (ii) projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi d'un montant de 2 001,0 milliards de FCFA	MINT et PAK	06/05/2022	concessif	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0
Total Général					4 895,1	4 895,1	4 895,1	4 895,1	4 895,1	4 895,1

Source : CAA/CARPA/CNDP

III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au cours du mois de juin 2025, l'État a effectivement réglé un montant total de 72,5 milliards de FCFA au titre du service de la dette, hors Restes à Payer, dette flottante et remboursements de Bons du Trésor Assimilables (BTA). Ce montant dû à 82% (59,4 milliards de FCFA) au remboursement du principal et 18% (13,1 milliards de FCFA) au paiement des intérêts, porte le cumul semestriel à 631,3 milliards de FCFA (dont 489,9 milliards de FCFA de remboursement du principal et 141,4 milliards de FCFA pour le paiement des intérêts et commissions), soit 40 % des prévisions annuelles (LFI).

En termes de composition, la dette est réglée à 76,4% aux créanciers extérieurs et à 23,6% au titre de la dette intérieure, traduisant la priorité accordée au règlement des engagements extérieurs dans la gestion de la dette publique.

Tableau 10 : Service de la dette publique en milliards de FCFA

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul service effectif Janvier - Juin 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 ***			Service effectif Mars 2025 ***			Service effectif Avril 2025 ***			Service effectif Mai 2025 ***			Service effectif Juin 2025 ***			Cumul service effectif Janvier - Juin 2025 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Dettes extérieures	347,9	114,3	462,2	690,2	252,4	942,6	36,8	10,5	47,2	36,5	18,1	54,6	34,1	15,8	50,0	49,7	5,7	55,4	356,5	119,9	476,4
Multilatérale	77,0	43,7	120,7	156,7	92,4	249,1	13,3	6,1	19,4	6,3	5,9	12,2	12,8	12,5	25,3	4,2	1,5	5,7	80,1	40,0	120,1
Bilatérale	191,0	54,9	245,9	342,9	101,2	444,1	10,5	2,0	12,4	26,4	9,6	36,0	3,0	2,4	5,4	21,0	1,8	22,8	190,3	50,4	240,7
Commerciale	79,9	15,7	95,6	190,6	58,8	249,4	13,0	2,4	15,4	3,8	2,5	6,4	18,3	0,9	19,2	24,5	2,4	26,9	86,0	29,5	115,6
Dettes intérieures (hors RAP)	268,3	47,8	316,1	376,8	58,7	435,5	10,5	0,5	11,1	101,3	9,6	110,8	6,8	2,0	8,8	9,7	7,4	17,1	133,5	21,5	154,9
Titres publics (hors BTA)	160,3	33,6	193,9	202,3	33,6	235,9	-	-	-	76,6	4,6	81,2	-	-	-	-	6,7	6,7	76,6	11,3	87,9
dont Obligations de trésor en FCFA détenues par les résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes structurées	107,5	14,2	121,7	173,2	25,0	198,2	10,5	0,5	11,0	24,6	5,0	29,5	6,8	2,0	8,8	9,6	0,7	10,3	56,6	10,2	66,8
Dettes non structurées	0,5	-	0,5	1,3	-	1,3	0,1	-	0,1	0,1	-	0,1	0,0	-	0,0	0,1	-	0,1	0,2	-	0,2
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Dette Publique	616,2	162,1	778,3	1 067,0	311,1	1 378,1	47,3	11,0	58,3	137,7	27,6	165,4	40,9	17,8	58,8	59,4	13,1	72,5	489,9	141,4	631,3
Alègements reçus - Initiative C20 pour lutter contre la COVID-19																					

Source : CAA

III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au cours du mois de juin 2025, l'État a effectué des paiements d'un montant total de 55,4 milliards de FCFA au titre du service de la dette extérieure. Ce montant comprend 49,7 milliards de FCFA pour le remboursement du principal et 5,7 milliards de FCFA pour le règlement des intérêts et commissions.

La répartition de ces paiements montre que 16,2% ont été alloués aux créanciers multilatéraux, 38,3% au créanciers bilatéraux, et 45,5% en faveur des partenaires commerciaux.

Sur les six premiers mois de l'année, le cumul du service de la dette extérieure atteint 449,8 milliards de FCFA, dont 328,6 milliards de FCFA pour le principal et 121,2 milliards de FCFA pour les intérêts. En termes de composition, ces paiements ont été effectués à hauteur de 53,7% en direction des créanciers bilatéraux, 27,5% vers les multilatéraux, et 18,8% en faveur des partenaires commerciaux.

Tableau I I : Service de la dette extérieure

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul service effectif Janvier - Juin 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 ***			Service effectif Mars 2025 ***			Service effectif Avril 2025 ***	Service effectif Mai 2025 ***			Service effectif Juin 2025 ***			Cumul service effectif Janvier - Juin 2025 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Multilatéral	77,0	43,7	120,7	156,7	92,4	249,1	13,3	6,1	19,4	12,2	12,8	12,5	25,3	4,2	1,5	5,7	80,1	40,0	120,1
BAD	14,2	15,8	30,0	29,4	32,0	61,3	3,1	1,3	4,4	7,8	3,4	3,3	6,7	-	1,2	1,2	15,8	17,2	33,0
BADEA	1,0	0,2	1,2	2,0	0,4	2,4	0,7	0,1	0,7	0,0	-	-	-	0,2	0,1	0,3	1,0	0,4	1,4
BDEAC	2,9	1,2	4,0	6,4	2,0	8,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BEI	1,8	0,2	2,1	3,7	0,5	4,2	0,7	0,1	0,8	0,3	-	-	-	2,1	0,1	2,2	3,0	0,2	3,2
BID	7,6	3,1	10,7	18,5	13,0	31,5	2,3	2,3	4,6	-	-	-	-	-	-	-	10,0	4,6	14,6
BIRD	4,4	8,4	12,8	9,3	17,3	26,6	-	-	-	-	7,9	7,9	15,7	-	-	-	7,9	7,9	15,7
FAD	3,2	1,9	5,1	6,7	3,8	10,5	1,2	0,6	1,7	-	0,3	0,2	0,5	0,2	0,0	0,3	2,6	1,5	4,1
FED	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FIDA	0,7	0,2	0,9	1,3	0,5	1,8	0,5	0,2	0,6	0,1	-	-	-	-	-	-	1,1	0,3	1,4
FMI	25,5	5,6	31,1	46,6	8,7	55,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19,4	-	19,4
FSN	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	-	-	-	-	0,0	0,0	0,1	-	-	-	0,0	0,0	0,1
FSOPEP	1,3	0,2	1,4	2,5	0,3	2,8	0,1	0,0	0,1	0,7	0,3	0,1	0,4	0,1	0,0	0,1	1,2	0,1	1,3
IDA	14,4	6,8	21,2	30,2	13,9	44,1	4,9	1,6	6,5	3,3	0,8	1,1	1,9	1,6	0,1	1,7	18,0	7,8	25,9
Bilatéral	191,0	54,9	245,9	342,9	101,2	444,1	10,5	2,0	12,4	36,0	3,0	2,4	5,4	21,0	1,8	22,8	190,3	50,4	240,7
AFD	35,9	5,9	41,9	57,3	11,3	68,6	6,2	0,3	6,5	13,6	-	1,8	1,8	11,4	1,7	13,1	46,1	7,6	53,7
BELGIQUE	0,2	-	0,2	1,2	-	1,2	-	-	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1	0,1	-	0,1
EXIMBANK CHINE	116,8	37,4	154,2	219,5	72,3	291,8	0,2	0,0	0,2	5,3	-	-	-	-	-	-	98,9	31,7	130,6
EXIMBANK CORREE	0,6	0,2	0,8	1,2	0,4	1,6	-	-	-	-	0,4	0,1	0,5	0,5	0,0	0,5	0,9	0,1	1,0
EXIMBANK INDE	3,8	2,2	5,9	7,7	4,1	11,8	2,8	1,6	4,4	-	1,0	0,1	1,1	-	-	-	4,9	1,9	6,8
EXIMBANK USA	2,8	0,7	3,5	5,6	1,3	6,8	-	-	-	1,6	1,0	0,4	1,4	-	-	-	2,6	0,4	3,1
EXIMBANK Turquie	5,7	3,4	9,1	11,5	6,3	17,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,0	2,8	8,9
FKDEA	0,9	0,1	1,0	1,6	0,3	1,9	-	-	-	-	0,5	0,0	0,6	-	-	-	0,9	0,1	1,0
France	19,7	4,7	24,4	26,9	4,7	31,6	-	0,0	0,0	15,4	-	-	-	5,8	-	5,8	25,4	5,5	30,9
FSI	0,6	0,0	0,6	2,5	0,1	2,6	0,4	0,0	0,4	-	0,0	-	0,0	-	-	-	0,4	0,0	0,4
HERMES	0,4	0,0	0,5	0,9	0,0	0,9	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4
JICA	0,6	0,1	0,7	1,4	0,2	1,6	0,9	0,1	1,0	0,0	-	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	1,0	0,1	1,1
KFW	0,5	0,1	0,6	0,7	0,1	0,7	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,1	0,5	0,4	0,1	0,5
SERV	0,1	0,0	0,1	0,3	0,0	0,3	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	2,2	0,1	2,3	4,4	0,2	4,6	-	-	-	-	-	-	-	2,2	0,1	2,3	2,2	0,1	2,3
Espagne (ICO)	0,2	0,0	0,2	0,4	0,0	0,4	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Commercial	79,9	15,7	95,6	190,6	58,8	249,4	13,0	2,4	15,4	6,4	18,3	0,9	19,2	24,5	2,4	26,9	86,0	29,5	115,6
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	0,7	0,7	-	2,0	2,0	-	0,7	0,7	-	-	-	-	-	0,7	0,7	-	1,4	1,4
Bank of China	10,4	4,0	14,4	20,6	9,1	29,7	3,0	0,4	3,4	-	-	-	-	-	0,1	0,1	10,9	3,1	14,0
BELFIUS BANQUE SA	3,8	0,8	4,6	7,7	1,5	9,1	2,9	0,6	3,4	-	0,6	0,1	0,7	-	-	-	3,8	0,7	4,5
CITI GROUP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16,7	16,7
Commerzbank	3,5	0,8	4,4	7,2	1,6	8,7	-	-	-	-	-	-	-	3,3	0,6	3,9	3,3	0,6	3,9
DEUTSCHE BANQUE ESPAGNE	4,4721	1,1944	5,7	8,6	2,3	10,9	-	-	-	2,5	-	-	-	-	-	-	2,9	1,0	3,9
Eurobond N°1 et N° 2	-	2,6	2,6	30,9	32,4	63,3	-	-	-	1,3	-	-	-	-	-	-	-	-	1,3
EXIMBANK CHINE /	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK CHINE / SINOURE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ICBC chine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ING BANK N.V.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INTESA/CLIFFORD	6,1	1,2	7,3	12,9	1,8	14,8	3,1	0,5	3,5	-	-	-	-	3,7	0,2	4,0	6,8	0,7	7,5
ITFC	41,4	0,5	41,9	84,0	1,4	85,3	3,4	0,2	3,5	-	13,8	0,2	14,0	12,5	0,1	12,6	42,4	0,5	43,0
KBC Bank sa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RAIFFESEN BANK	0,1	0,0	0,2	0,4	0,1	0,5	0,1	-	0,1	-	-	-	-	0,3	0,0	0,3	0,4	0,0	0,4
Société Générale / Eximbank USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
STANDARD CHARTERED BANK	6,5	3,3	9,7	12,9	5,8	18,7	0,6	0,1	0,6	2,6	4,0	0,6	4,6	1,2	0,1	1,3	12,1	2,9	15,0
BMCE Bank	3,5	0,5	4,0	5,5	1,0	6,4	-	-	-	-	-	0,0	0,0	3,4	0,6	4,0	3,4	0,6	4,0
Unicredit Bank	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-	-	0,0	-	-	-	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Non résidents: ECMR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	347,9	114,3	462,2	690,2	252,4	942,6	36,8	10,5	47,2	54,6	34,1	15,8	50,0	49,7	5,7	55,4	356,5	119,9	476,4

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER ET DETTE FLOTTANTE

l'Administration Centrale a réglé 17,1 milliards de FCFA au titre du service de la dette intérieure pour le mois de juin 2025 (hors Restes à Payer et Bons du Trésor Assimilables). Ce montant a été majoritairement orienté vers le règlement de la dette structurée.

Sur la période de janvier à juin 2025, les paiements cumulés effectués par l'Administration Centrale au titre de la dette intérieure s'élèvent à 155 milliards de FCFA, dont 133,5 milliards de FCFA pour le principal et 21,5 milliards de FCFA pour les intérêts et commissions.

L'analyse de la composition du service réglé sur le semestre montre que 85,3% des paiements ont été consacrés au remboursement de la dette structurée, confirmant la priorité donnée à ce segment dans la gestion de la dette intérieure.

Tableau 12: Service de la dette intérieure hors Restes à Payer

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul service effectif Janvier - Juin 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 ***			Service effectif Janvier 2025 ***			Service effectif Février 2025 ***			Service effectif Mars 2025 ***			Service effectif Avril 2025 ***			Service effectif Mai 2025 ***			Service effectif Juin 2025 ***			Cumul service effectif Janvier - Juin 2025 ***			
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	
Titres Publics (hors remboursement BTA)	160,3	33,6	193,9	202,3	33,6	235,9	-	-	-	-	-	-	-	-	76,6	4,6	81,2	-	-	-	-	-	-	6,7	6,7	76,6	11,3	87,9
Bons de Trésor Assimilable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions	485,6	-	485,6	884,0	-	884,0	115,4	-	115,4	85,1	-	85,1	126,9	-	126,9	64,5	-	64,5	31,9	-	31,9	28,1	-	28,1	451,9	-	451,9	
Remboursements	401,9	-	401,9	806,7	-	806,7	36,7	-	36,7	37,9	-	37,9	87,3	-	87,3	144,3	-	144,3	-	-	-	14,7	-	14,7	320,8	-	320,8	
Financement net	83,7	-	83,7	77,3	-	77,3	##	-	78,7	47,2	-	47,2	39,6	-	39,6	79,8	-	79,8	31,9	-	31,9	13,4	-	13,4	131,1	-	131,1	
Obligation de Trésor Assimilable	160,3	8,2	168,5	202,3	8,2	210,5	-	-	-	-	-	-	-	-	76,6	4,6	81,2	-	-	-	-	-	6,7	6,7	76,6	11,3	87,9	
OTA 3 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4,6	4,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,6	4,6
OTA 4 ans	-	8,2	8,2	42,0	8,2	50,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,7	6,7	-	6,7	
OTA 5 ans	160,3	-	160,3	160,3	-	160,3	-	-	-	-	-	-	-	-	76,6	-	76,6	-	-	-	-	-	-	-	-	76,6	-	76,6
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette Structurée	107,5	14,2	121,70	173,2	25,0	198,22	5,1	2,0	7,1	-	-	-	10,5	0,5	11,0	24,6	5,0	29,5	6,8	2,0	8,8	9,6	0,7	10,3	56,6	10,2	66,8	
Dette Structurée Bancaire	72,5	8,2	80,6	117,1	13,8	130,9	2,4	1,7	4,1	-	-	-	5,8	0,4	6,2	17,2	3,3	20,5	2,9	0,7	3,6	7,4	0,4	7,7	35,6	6,5	42,1	
ECOBANK	4,3	0,5	4,7	7,3	0,8	8,0	1,8	0,1	1,9	-	-	-	1,3	0,1	1,3	3,0	0,1	3,1	1,8	0,2	1,9	3,0	0,2	3,2	10,8	0,7	11,4	
PLANUT 2	4,3	0,5	4,7	7,3	0,8	8,0	1,8	0,1	1,9	-	-	-	1,3	0,1	1,3	3,0	0,1	3,1	1,8	0,2	1,9	3,0	0,2	3,2	10,8	0,7	11,4	
PLANUT 2 - suiteuse BCFI - tranche A	2,5	0,3	2,8	3,8	0,4	4,1	-	-	-	-	-	-	1,3	0,1	1,3	1,3	0,1	1,3	-	0,1	0,1	1,3	0,1	1,3	3,8	0,3	4,1	
PLANUT 2 - suiteuse BCFI - tranche B	1,8	0,2	1,9	3,5	0,4	3,9	1,8	0,1	1,9	-	-	-	-	-	-	1,8	0,1	1,8	1,8	0,1	1,8	1,8	0,1	1,9	7,0	0,4	7,4	
BCFI	4,6	1,1	5,8	5,8	2,1	7,9	-	-	-	-	-	-	0,5	-	0,5	0,5	-	0,5	0,7	0,3	1,0	-	-	-	1,7	0,3	2,0	
PLANUT	2,1	1,0	3,1	3,3	2,0	5,2	-	-	-	-	-	-	0,5	-	0,5	0,5	-	0,5	0,7	0,3	1,0	-	-	-	1,7	0,3	2,0	
JAPOMA	2,5	0,1	2,6	2,5	0,1	2,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banque Atlantique Cameroun	37,8	4,9	42,6	67,2	8,2	75,4	0,6	1,4	2,1	-	-	-	3,0	0,1	3,1	9,8	2,7	12,5	-	-	-	1,1	0,1	1,2	14,5	4,4	18,9	
Cession de créance PAD	7,1	1,6	8,7	10,6	2,3	13,0	-	-	-	-	-	-	3,0	-	3,0	3,7	0,7	4,3	-	-	-	-	-	-	6,7	0,7	7,3	
Cession de créance PAD 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,5	0,5	-	-	-	-	-	-	-	0,5	0,5	
Cession de créance PAK 2021	2,0	0,2	2,2	5,1	0,7	5,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,0	0,2	2,2	-	-	-	1,1	0,1	1,2	3,1	0,3	3,4	
Cession de créance PAK 2022	3,1	0,5	3,5	6,2	0,9	7,1	-	0,1	0,1	-	-	-	-	-	-	2,2	0,5	2,6	-	-	-	-	-	-	2,2	0,6	2,7	
Cession de créance PAK 2024	-	-	-	-	-	-	0,6	0,7	1,3	-	-	-	-	0,1	0,1	-	0,1	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,9	
Cession de créance CAMTEL	1,9	0,6	2,4	5,7	1,1	6,8	-	-	-	-	-	-	-	-	1,9	0,4	2,3	-	-	-	-	-	-	-	1,9	0,4	2,3	
Cession de créance CPHI	-	0,4	0,4	-	1,1	1,1	-	0,3	0,3	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4	-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,6	
Cession de créance CDC	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4	
UBA	1,8	0,1	1,9	1,8	0,1	1,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
STADE OLEMBE	1,8	0,1	1,9	1,8	0,1	1,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CCA BANK	1,0	0,3	1,3	2,1	0,7	2,7	-	0,2	0,2	-	-	-	1,0	0,2	1,2	-	-	-	-	0,2	0,2	-	-	-	1,0	0,5	1,6	
CCA/CPH/MINFI	-	-	-	-	0,2	0,2	-	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,2	
FCP cotit résiduel achèvement Stade OLEMBE	1,0	0,3	1,3	2,1	0,5	2,6	-	-	-	-	-	-	1,0	0,2	1,2	-	-	-	-	0,2	0,2	-	-	-	1,0	0,3	1,4	
CREDIT FONCIER	1,7	0,1	1,7	1,7	0,1	1,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,7	-	0,7	0,5	-	0,5	-	-	-	1,2	-	1,2	
LOGEMENTS SOCIAUX	0,7	0,1	0,7	0,7	0,1	0,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SIC ETAT SIÈGE	1,0	-	1,0	1,0	-	1,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,7	-	0,7	0,5	-	0,5	-	-	-	1,2	-	1,2	
SCB	1,3	0,3	1,5	2,5	0,5	3,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Pénétrante Eri Douala	1,3	0,3	1,5	2,5	0,5	3,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	20,1	1,0	21,1	28,8	1,4	30,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,2	0,5	3,7	-	-	-	3,2	0,1	3,3	6,5	0,6	7,0	
Cession de créances ENFO 2020	10,5	0,6	11,1	13,8	0,8	14,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Cession de créances ENFO 2021	7,3	0,3	7,6	10,6	0,5	11,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,2	0,1	3,4	-	-	-	3,2	0,1	3,3	6,5	0,2	6,7	
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	2,3	0,1	2,3	4,5	0,1	4,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Cession de créances NEPTUNE OIL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Cession de créance CDC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3	
Cession de créance CAMRAIL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dette structurée non bancaire	35,0	6,1	39,6	56,1	11,3	64,3	2,7	0,3	3,0	-	-	-	4,7	0,1	4,8	7,4	1,7	9,0	3,9	1,3	5,2	2,3	0,3	2,6	21,0	3,7	24,7	
Dette titrisée	17,1	6,1	21,6	27,9	11,3	37,7	0,7	0,3	1,0	-	-	-	0,3	0,1	0,5	5,1	1,7	6,8	3,0	1,3	4,3	0,8	0,3	1,1	10,0	3,7	13,7	
Dette croisée et B.T.P titrisée	8,5	4,6	13,1	18,9	9,7	28,6	0,7	0,3	1,0	-	-	-	0,3	0,1	0,5	5,1	1,7	6,8	3,0	1,3	4,3	0,8	0,3	1,1	10,0	3,7	13,7	
Dette non titrisée	17,9	-	17,9	28,2	-	26,7	2,0	-	2,0	-	-	-	4,4	-	4,4	2,3	-	2,3	0,9	-	0,9	1,5	-	1,5	11,0	-	11,0	
Dette vis-à-vis des Ent. Publ.et Parapubliques	15,3	-	15,																									

III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER

Les variations mensuelle des Restes à Payer est nulle, contre une diminution de 187,1 milliards de FCFA au mois de mai 2025.

Tableau 13: Variations mensuelles des Restes à Payer(en milliards de FCFA)

Restes à Payer de plus de trois mois	30 juin 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 juin 2025 ***
Restes à Payer de plus de trois mois	-	19,9	-	-	-	30,6	- 187,1	-
BIENS ET SERVICES	0,0	120,0	0,0	0,0	0,0	-96,9	-73,3	0,0
INVESTISSEMENTS ET FONDOS DE CONTREPARTIE	0,0	-15,3	0,0	0,0	0,0	-8,7	-68,0	0,0
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	-21,5	-3,4	0,0
AUTRES TRANSFERTS	0,0	-79,0	0,0	0,0	0,0	96,1	-10,6	0,0
SUBVENTION	0,0	-3,2	0,0	0,0	0,0	67,0	-7,4	0,0
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	0,0	-5,5	0,0	0,0	0,0	-3,1	-24,3	0,0
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	0,00	0,80	0,00	0,00	0,00	-2,21	0,00	0,00
Restes à Payer de moins de trois mois	-	187,0	-	-	-	257,8	45,9	-
BIENS ET SERVICES	0,00	95,82	0,00	0,00	0,00	-95,63	16,35	0,00
INVESTISSEMENTS ET FONDOS DE CONTREPARTIE	0,00	28,28	0,00	0,00	0,00	-45,17	7,74	0,00
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	0,00	9,88	0,00	0,00	0,00	-16,69	1,53	0,00
AUTRES TRANSFERTS	0,00	19,79	0,00	0,00	0,00	-42,85	9,57	0,00
SUBVENTION	0,00	7,87	0,00	0,00	0,00	-17,03	3,80	0,00
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	0,00	25,31	0,00	0,00	0,00	-40,42	6,93	0,00
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total (en milliards de FCFA)	-	19,9	-	-	-	30,6	- 187,1	-

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires **** données estimées

Source : CAA/CNDP

IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES

Au cours du second trimestre de l'année, un nouveau prêt a été signé pour le financement du projet de développement de la chaîne de valeur de riz. Ainsi, sur le premier semestre de l'année 2025, cinq (05) accords de financement sous forme de prêts projets ont été conclus par le Gouvernement, représentant un montant global de 256,3 milliards de FCFA (taux d'exécution de 27,0% par rapport au plafond de 950 milliards de FCFA fixé dans la Loi de finances).

Tableau 18 : Engagements signés en 2025

N°	Nom du projet	Date signature du décret	Date signature de la convention	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA à la date de signature	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 30/06/25)	Taux d'intérêt	Maturité (en années)	Période de grace (en années)	Concessionnalité
1	Projet Harmonisation des statistiques en Afrique Centrale (HISWACA)		10/01/2025	IDA	EUR	96.9	63.6	63.6	1.09%	30	7	Concessionnel
2	PERACE**		08/01/2025	BEI	EUR	43.0	28.2	28.2	4.00%	20	5	Concessionnel
3	Projet de développement de la chaîne de valeur du Riz au Cameroun	02/12/2024	28/02/2025	Fonds Koweïtien	KWD	3.0	5.9	5.6	1.50%	23	5	Concessionnel
4	Amenagement de la route Ngaoundere Garoua	21/02/2025	19/03/2025	BAD	EUR	208.8	136.9	136.9	Euribor+1,03%	25	7	Non concessionnel
5	Amenagement de la route Ngaoundere Garoua	21/02/2025	19/03/2025	FAD	EUR	12.2	8.0	8.0	1.00%	30	7	Concessionnel
6	Projet de développement de la chaîne de valeur Riz	21/02/2025	18/06/2025	FS OPEP	USD	25.0	15.0	13.9	3.00%	20	3	Non concessionnel
TOTAL prêts projets							257.6	256.3				
<i>non concessionnel</i>							151.9	150.8				
<i>concessionnel</i>							105.7	105.4				
TOTAL appuis budgétaires							.	.				
TOTAL Emission d'obligations internationales							.	.				
TOTAL							257.6	256.3				

Source : CAA/CNDP

IV.2. DECRETS D'HABILITATION

Les décrets d'habilitation signés au 30 juin 2025, en attente de signature des conventions de financement portent sur onze (11) financements pour un montant global d'environ 669,2 milliards de FCFA, tous non concessionnels.

Tableau 19 : Décrets d'habilitation signés en instance

N°	Nom du projet	Date du décret	Bailleur	Devis	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA affichés dans la publication	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 30 juin 2025)	Concessionnalité
1	Projet de construction de la route Ebolowa-Akomli-Kribi	04/08/2023	Standard Chartered Bank	EUR	198.8	130.4	130.4	Non concessionnel
2	Projet d'Appui à la Promotion de l'Entreprenariat et à l'Amélioration des Compétences en soutien à l'industrialisation (PEAC)	26/11/2024	BAD	EUR	63.1	41.5	41.4	Non concessionnel
3	Programme d' Appui au Redressement du Secteur de l'Electricité au Cameroun (PARSEC)	03/12/2024	BAD	EUR	74.3	48.7	48.7	Non concessionnel
4	Projet de construction de la route Ngatt-Febedi-Likok du tronçon Batchenga - Ntui - Yoko - Ngaoundere	08/04/2025	BID	EUR	163.7	107.4	107.4	Non concessionnel
5	Reconfiguration du systeme d'alimentation en eau potable de la ville de Yaounde	21/04/2025	ING Bank	EUR	73.1	48.0	48.0	Non concessionnel
6	Reconfiguration du systeme d'alimentation en eau potable de la ville de Yaounde	21/04/2025	Belfius	EUR	60.0	39.4	39.4	Non concessionnel
7	Reconfiguration du systeme d'alimentation en eau potable de la ville de Yaounde	21/04/2025	Deutsche Bank Italie	EUR	38.5	25.3	25.3	Non concessionnel
8	Projet de renovation du centre des handicapés CPHRH	20/06/2025	Bank of Africa	EUR	18.6	12.2	12.2	Non concessionnel
9	Projet de stabilisation et de renforcement du reseau electrique de douala	20/06/2025	Société Générale	EUR	172.8	113.4	113.4	Non concessionnel
10	Projet de stabilisation et de renforcement du reseau electrique de douala	20/06/2025	Société Générale	EUR	5.0	3.3	3.3	Non concessionnel
11	PADI/DJA	25/06/2025	BDEAC	XAF	99 850.0	99.9	99.9	Non concessionnel
GRAND TOTAL						669.3	669.2	

Source : CAA/CNDP

IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Les décaissements sur emprunts publics effectués au cours du mois de juin 2025 s'élèvent à 85 milliards de FCFA et proviennent à 67% des emprunts extérieures. Ces tirages portent le cumul des décaissements sur le premier semestre 2025 à 977,4 milliards de FCFA, dont 198,5 milliards de FCFA d'appuis budgétaires.

IV.3.1. Décaissements sur financements extérieurs

Les décaissements sur ressources extérieures enregistrés durant le mois de juin 2025 sont estimés à 56,7 milliards de FCFA essentiellement tirés sur les financements multilatéraux.

Ainsi, le cumul des décaissements extérieurs depuis janvier 2025 porte sur un montant de 461,6 milliards de FCFA (soit un taux d'exécution de 67% par rapport aux prévisions Loi de Finances), dont 86,8% en provenance des bailleurs de fonds multilatéraux ; 6,7% mobilisés auprès des partenaires bilatéraux et 6,5% des créanciers commerciaux.

IV.3.1.1. Décaissements par bailleur

Au cours du deuxième trimestre 2025, les décaissements effectués auprès des bailleurs de fonds multilatéraux sont évalués à 267,4 milliards de FCFA, principalement mobilisés auprès de la Banque mondiale à travers son guichet IDA. Venant des coopérations bilatérales, un décaissement issu de la coopération avec la France. En outre, deux tirages sur prêts commerciaux sont enregistrés en provenance d'Inter Islamic trade Finance Corporation, et de la Standard Chartered Londres.

Tableau 20 : Décaissements sur emprunts extérieurs par bailleur

Rubriques	Total 2024 ***	Janvier 2025 ***	Février 2025 ***	Mars 2025 ***	Avril 2025 ***	Mai 2025 ***	Juin 2025 ***	Total 2025 ***
Montants en millions de FCFA								
Multilatéral	502 467	23 514	35 819	121 051	147 885	41 945	54 200	424 415
BAD	85 462	10 995	4 030	3 295	700	4 125	5 081	28 227
<i>dont Appuis budgétaires PEF</i>	17 900	-	-	-	-	-	-	-
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	1 513	-	-	-	120	1 311	-	1 431
BDEAC	5 434	-	5 039	-	-	-	-	5 039
BID	19 451	129	192	1 802	9	-	-	2 133
BIRD	68 005	1 113	2 877	2 395	1 130	15 003	3 807	26 325
<i>dont Appuis budgétaires PEF</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
FAD	24 532	137	6	952	50	7	371	1 524
FIDA	5 311	-	-	-	-	-	-	-
FMI	71 815	-	-	74 204	-	-	-	74 204
<i>dont appuis budgétaires PEF 2017-2020</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	14 731	-	-	15 221	-	-	-	15 221
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	29 462	-	-	30 443	-	-	-	30 443
<i>appuis budgétaires FRD 2024-2025</i>	27 621	-	-	28 540	-	-	-	28 540
IDA	220 944	11 140	23 674	38 403	145 875	21 499	44 942	285 532
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	32 838	-	133	-	124 238	-	-	124 371
UE	-	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	169 059	2 460	-	501	-	-	2 570	5 531
ALLEMAGNE	836	-	-	-	-	-	-	-
FRANCE	32 811	1 884	-	-	-	-	2 570	4 454
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	26 238	-	-	-	-	-	-	-
Japon	6 448	576	-	167	-	-	-	743
EXIMBANK DE CHINE	124 001	-	-	-	-	-	-	-
INDE	4 963	-	-	-	-	-	-	-
Commercial	635 827	-	7 362	3 491	8 308	12 545	-	31 707
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	157 543	-	-	-	-	-	-	-
Belfius	651	-	-	-	-	-	-	-
CITI GROUP	333 561	-	-	-	-	-	-	-
Deutsche banque Espagne	15 168	-	-	-	-	-	-	-
Inter Islamic trade Finance Corporation	96 693	-	5 996	3 491	8 308	12 545	-	30 341
INTESA SANPAOLO SPA	7 287	-	-	-	-	-	-	-
Standard Chartered Londres	21 593	-	1 366	-	-	-	-	1 366
UNICREDIT	3 331	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	1 307 353	25 974	43 181	125 043	156 193	54 490	56 771	461 652

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.2. Décaissements par concessionnalité

Selon la définition du FMI, un prêt est dit concessionnel si son élément don (rapport exprimé en pourcentage, de l'écart entre la valeur initiale et la valeur actualisée du prêt, divisé par la valeur initiale du prêt) est supérieur ou égal à 35%.

Durant le mois de juin 2025, les décaissements extérieurs ont atteint 56,7 milliards de FCFA et portent exclusivement sur les prêts projets à moyen terme, dont 38,8% sur financements non concessionnels.

Concernant le cumul des décaissements extérieurs effectués de janvier à juin 2025, il est estimé à 461,6 milliards de FCFA, avec environ 50,4% provenant des prêts projets.

Les tirages effectués sur les engagements multilatéraux d'un montant de 424,4 milliards de FCFA proviennent à 46,7% des appuis budgétaires de la Banque mondiale (Guichet IDA) et du FMI.

Les tirages bilatéraux, d'environ 5,3 milliards de FCFA, sont majoritairement issus des prêts non concessionnels (80,5%).

Les décaissements sur prêts commerciaux, essentiellement enregistrés au mois de février 2025 restent marginaux (1,3 milliard de FCFA).

Tableau 21 : Décaissements par type de concessionnalité (en millions de FCFA)

Rubriques	Total 2024 ***	Janvier 2025 ***	Février 2025 ***	Mars 2025 ***	Avril 2025 ***	Mai 2025 ***	Juin 2025 ***	Total 2025 ***
Montants en millions de FCFA								
Multilatéral	502 467	23 514	35 819	121 051	147 885	41 945	54 200	424 415
Concessionnel	317 835	10 866	23 210	110 803	141 974	21 349	34 892	343 093
<i>dont Appuis budgétaires</i>	104 652	-	133	74 204	124 238	-	-	198 575
FMI	71 815	-	-	74 204	-	-	-	74 204
BIRD	-	-	-	-	-	-	-	-
BAD	-	-	-	-	-	-	-	-
IDA	32 838	-	133	-	124 238	-	-	124 371
Non Concessionnel	184 633	12 648	12 609	10 248	5 911	20 597	19 309	81 322
<i>dont Appuis budgétaires</i>	17 900	-	-	-	-	-	-	-
BAD	17 900	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	169 059	2 460	-	501	-	-	2 570	5 531
Concessionnel	33 523	576	-	501	-	-	-	1 077
<i>dont Appuis budgétaires AFD</i>	26 238	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	135 537	1 884	-	-	-	-	2 570	4 454
Commercial	539 133	-	1 366	-	-	-	-	1 366
Concessionnel	15 831	-	1 366	-	-	-	-	1 366
Non Concessionnel	523 303	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont émission internationales</i>	333 561	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont prêt Afreximbank pour RAP Dette Intérieure</i>	131 191	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont eurobond 2021</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont financement vaccination COVAX et AVAT</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Total prêts à moyen terme	1 210 660	25 974	37 185	121 552	147 885	41 945	56 771	431 311
Total appuis budgétaires	148 791	-	133	74 204	124 238	-	-	198 575
Total hors appuis budgétaires	1 061 869	25 974	37 052	47 348	23 647	41 945	56 771	232 736
<i>dont</i>								
(1) Total prêts projets	597 117	25 974	37 052	47 348	23 647	41 945	56 771	232 736
Concessionnel	236 297	11 441	24 442	37 100	17 735	21 349	34 892	146 960
Non Concessionnel (hors eurobond & prêt Afreximbank pour RAP dette intérieure)	360 820	14 532	12 609	10 248	5 911	20 597	21 879	85 776
(2) Eurobond								-
(3) Prêt Afreximbank pour RAP Dette Intérieure	131 191	-	-	-	-	-	-	-
(4) Emissions internationales	333 561	-	-	-	-	-	-	-
								0
Prêts à court terme	96 693	-	5 996	3 491	8 308	12 545	-	30 341
ITFC - Campagne cotonnière 2016/2017								-
ITFC - Importations pétrole brute SONARA	92 915	-	-	-	8 308	12 545	-	20 854
ITFC-Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres palieres premieres et leur vent en Republique du Cameroun	3 778	-	5 996	3 491	-	-	-	9 487
								-
Grand total	1 307 353	25 974	43 181	125 043	156 193	54 490	56 771	461 652

Source : CAA

IV.3.1.3. Décaissements par projet/programme

En juin 2025, l'Etat a mobilisé 56,7 milliards de FCFA pour le financement de vingt-cinq (25) projets/programmes, portant ainsi le montant des décaissements des six mois de l'année à 461,6 milliards de FCFA pour le financement de cinquante-six (56) projets/programmes.

Tableau 22 : Décaissements par projet en millions de FCFA

N	Intitulé du Projet (Montants en millions de FCFA)	Bailleur	Devis	1 000 000		1 000 000		6 615		1 000		Total 2025 ***
				Total 2024***	Janvier 2025 ***	Février 2025 ***	Mars 2025 ***	Avril 2025 ***	Mal 2025 ***	Jun 2025 ***		
1	Construction et d'équipement du lycée tech. de OMBE	BADEA	USD	414	-	-	-	120	170	-	-	290
2	Projet de Construction et d'Équipement du Lycée Secondaire Professionnel d'Ekounou	KOWEÏT	KWD	-	-	-	334	-	-	-	-	334
3	Projet d'électrification rurale (phase 2)-2014207	BID	ISD	-	-	74	62	-	-	-	-	136
4	Projet de construction route Batchenga-Lena	Japon	JPY	4 564	576	-	167	-	-	-	-	743
5	Projet d'aménagement et de bitumage de la route Batchenga ngaoundéré	BDEAC	XAF	2 865	-	5 039	-	-	-	-	-	5 039
6	projet d'aménagement route Batchenga Ntui-Yoko-Lena	BAD	EUR	23 824	5 096	1 729	1 648	-	2 956	3 372	-	14 800
7	projet d'aménagement route Batchenga Lena	FAD	FUA	8 770	79	-	233	50	7	220	-	589
8	Projet de d'électrification rurale dans trois régions au CMR	BADEA	USD	979	-	-	-	-	1 118	-	-	1 118
9	Construction de la route ketta Djou (Phase 2)	BAD	EUR	2 951	446	-	-	-	-	-	-	446
10	Projet de développement des chaînes de valeurs agricoles (PD-CVA)	BAD	EUR	5 016	-	234	240	146	357	1 079	-	2 056
11	Projet de développement rural intégré de Chari Logone 2	BID	ISD	503	119	-	55	9	-	-	-	183
12	Projet de développement du secteur de transport	BIRD	EUR	25 943	1 113	59	-	-	11 917	48	-	13 138
13	2017210	BAD	EUR	9 086	767	1 293	9	-	-	-	-	2 069
14	projet de remise à niveau du réseau de transport d'électricité	BIRD	EUR	41 749	-	-	2 395	1 130	3 086	3 759	-	10 370
15	Projet de renforcement du système national de transfusion sanguine au Cameroun-2017217	BID	USD	796	-	-	346	-	-	-	-	346
16	Projet de construction du pont sur le Logone entre Yagoua et Bongor-2018201	FAD	FUA	1 248	-	-	-	-	-	151	-	151
17	Projet de construction du pont sur le Logone entre Yagoua et Bongor-2018202	BAD	EUR	2 494	90	-	-	-	-	-	455	544
18	Projet agricole développement chaîne de valeur	BID	ISD	14	10	-	62	-	-	-	-	72
19	Projet agricole chaîne de valeurs	BID	USD	4 154	-	118	742	-	-	-	-	861
20	Projet de développement de l'hydroélectricité sur la sanaga	IDA	EUR	2 391	92	200	174	324	122	19	-	931
21	Projet de développement de l'hydroélectricité sur la Sanaga	IDA	EUR	1 976	152	164	158	258	91	20	-	843
22	Projet de développement des villes inclusives et résilientes	IDA	EUR	29 019	3 309	590	3 039	1 062	3 598	7 692	-	19 291
23	Projet d'appui à la réforme de l'éducation	IDA	EUR	6 593	1 711	171	-	429	-	3 494	-	5 805
24	Projet d'études et de préparation d'un programme d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement en milieu rural	FAD	FUA	23	-	6	308	-	-	-	-	314
25	Projet appui au secteur de transport phase 3 - Construction de la Ring-Road	BAD	EUR	1 547	78	154	-	24	59	176	-	491
26	Projet d'appui à la réinsertion socio économique des couches vulnérables	FAD	FUA	-	-	-	411	-	-	-	-	411
27	programme intégré dev adapt chang climatique	FAD	FUA	322	58	-	-	-	-	-	-	58
28	projet de développement des chaînes de valeur élevage et pisciculture	BAD	EUR	10 535	2 181	316	696	530	753	-	-	4 476
29	Projet d'elec rural accès energie zone desservie	IDA	EUR	3 930	2 269	1 162	1 374	1 643	971	3 495	-	10 914
30	Projet de construction et d'équipement de l'Hopital regional de Mbalmayo	BADEA	USD	120	-	-	-	-	23	-	-	23
31	Projet d'aménagement de la Route Nationale N°11, la Ring Road	BAD	EUR	2 636	1 620	225	414	-	-	-	-	2 258
32	Projet d'aménagement de la Route Nationale N°11, la Ring Road	BAD	EUR	9 025	578	80	148	-	-	-	-	807
33	Projet de relance et de développement de la région du Lac Tchad	IDA	EUR	8 915	1 084	113	709	1 693	940	2 591	-	7 131
34	Appui budgétaire Facilité Elargie de Crédit	FMI	XDR	14 731	-	-	15 221	-	-	-	-	15 221
35	Appui budgétaire Mécanisme Elargi de Crédit	FMI	XDR	29 462	-	-	30 443	-	-	-	-	30 443
36	Projet de rehabilitation de la penetrante Est de la ville de Douala (Phase II)	Standard Chartered Londres	EUR	12 499	-	1 366	-	-	-	-	-	1 366
37	PAREC Financement additionnel	IDA	EUR	4 862	301	1 374	-	464	-	3 113	-	5 251
38	Projet d'Appui au développement de l'enseignement secondaire et des compétences pour la croissance et l'emploi (PADESCE)	IDA	EUR	14 930	95	-	-	315	-	8 239	-	8 649
39	Projet d'Aménagement et valorisation des investissements de la vallée de la Bénoué (VIVA BENOUE)	IDA	EUR	7 452	-	-	-	1 639	2 606	432	-	4 677
40	projet d'Interconnexion des Réseaux Electriques du Cameroun et du Tchad (RISRIN)	IDA	EUR	27 766	-	5 590	9 774	3 512	6 647	4 101	-	29 624
41	Projet d'importation du petrole par la SONARA	Inter Islamic trade Finance Corporation	EUR	92 915	-	-	-	8 308	12 545	-	-	20 854
42	Projet d'Aménagement des Routes de Désenclavement de la zone Industrielle et Portuaire de Kribi	BAD	EUR	-	140	-	140	-	-	-	-	280
43	PPFI - Local Governance and Resilient Communities Project	IDA	USD	55	-	-	-	248	-	-	-	248
44	Projet d'Aménagement et de Valorisation des Investissements de la Vallée du Logone (VIVA-LOGONE)	IDA	EUR	20 603	487	225	-	1 788	2 201	3 320	-	8 021
45	Projet filets sociaux adaptatifs et inclusion économiques	IDA	EUR	12 833	-	1 183	22 636	888	871	1 810	-	27 388
46	Projet d'Urgence de Lutte Contre la Crise Alimentaire (PULCCA)	IDA	EUR	15 670	1 175	148	-	4 922	1 847	1 481	-	9 574
47	Programme d'acceleration de la transformation numérique du Cameroun	IDA	EUR	-	-	-	-	1 174	-	-	-	1 174
48	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres pateres premieres et leur vent en Republique du Cameroun	Inter Islamic trade Finance Corporation	USD	3 778	-	5 996	3 491	-	-	-	-	9 487
49	PPFI Enchancing Connectivity and Resilience in the Far North of Cameroon for Inclusiveness project	IDA	USD	500	232	519	269	511	-	-	-	1 532
50	projet d'acquisition des équipements au profit du corps national des sapeurs-pompiers	FRANCE	EUR	6 573	1 884	-	-	-	-	2 570	-	4 454
51	Projet de développement de la chaîne de valeur du riz au Cameroun	BID	ISD	1 602	-	-	214	-	-	-	-	214
52	Projet de gouvernance locale et la resilience des communautés (PROLOG)	IDA	USD	5 619	-	10 187	-	248	-	104	-	10 539
53	Appui Budgétaire Cameroon Power Sector Reform Program	IDA	EUR	32 838	-	133	-	-	-	-	-	133
54	Appui budgétaire Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)	FMI	XDR	27 621	-	-	28 540	-	-	-	-	28 540
55	Projet d'interconnexion des Réseaux Electriques du Cameroun et du Tchad (PIRECT)	BID	EUR	-	-	-	322	-	-	-	-	322
56	Enhancing Connectivity and Resilience in the Far North of Cameroon for Inclusiveness Project	IDA	EUR	12 511	231	519	270	520	1 304	29	-	2 874
57	Projet de mobilite urbaine de Douala	IDA	EUR	-	-	1 394	-	-	-	-	-	1 394
58	Projet de mobilite urbaine de Douala	BIRD	EUR	314	-	2 817	-	-	-	-	-	2 817
59	Projet Harmonisation des statistiques en Afrique Centrale	IDA	EUR	-	-	-	-	-	-	5 000	-	5 000
60	Appui budgetaire Cameroon Second Fiscal Sustainability, Inclusive and Sustainable Growth Development Policy Loan	IDA	EUR	-	-	-	-	124 238	-	-	-	124 238
61	Sustainable cities and land project	IDA	USD	-	-	-	-	-	300	-	-	300
TOTAL					25 974	43 181	125 043	156 193	54 490	56 771		461 652

Source : CAA

IV.3.2. Décaissements sur financements intérieurs

Au cours du mois de juin 2025, l'Etat a mobilisé 28,1 milliards de FCFA au titre de décaissements sur financements intérieurs, tirés exclusivement des émissions de titres publics.

Conséquemment, le cumul des décaissements intérieurs effectués de janvier à juin 2025 est évalué à environ 515,8 milliards de FCFA.

Tableau 23 : Décaissements sur emprunts intérieurs

Rubriques	Total 2024 *	Janvier 2025 ***	Février 2025 ***	Mars 2025 ***	Avril 2025 ***	Mai 2025 ***	Juin 2025 ***	Total 2025 ***
(Montants en milliards de FCFA)								
Titres Publics	1 191,2	115,4	85,1	126,9	128,4	31,9	28,1	515,8
Bons de Trésor Assimilables (BTA)	899,1	115,4	85,1	126,9	64,5	31,9	28,1	451,9
BTA 13 Semaines	153,5	75,4	85,1	-	64,5	-	-	225,0
BTA 26 Semaines	725,4	40,0	-	126,9	-	14,3	-	181,2
BTA 52 Semaines	3,2	-	-	-	-	17,6	-	45,7
Obligations de Trésor	307,2	-	-	-	63,9	-	-	63,9
OTA (BEAC)	261,3	-	-	-	63,9	-	-	63,9
OTA 2 ans	13,9	-	-	-	-	-	-	-
OTA 3 ans	62,9	-	-	-	40,5	-	-	40,5
OTA 4 ans	205,4	-	-	-	10,0	-	-	10,0
OTA 5 ans	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 6 ans	25,0	-	-	-	-	-	-	-
OTA 7 ans	-	-	-	-	13,4	-	-	13,4
OTA 10 ans	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	1 191,2	115,4	85,1	126,9	128,4	31,9	28,1	515,8

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND's) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Les SEND's de l'Administration Centrale totalisaient 4 058,8 milliards de FCFA à fin juin 2025, incluant 197,2 milliards de FCFA d'appuis budgétaires. L'analyse des évolutions montre des diminutions respectives de 2,1%, 4,7% et 13,1% en glissement mensuel, trimestriel et annuel.

Ces SEND's Sont constitués essentiellement des SEND's extérieurs.

IV.4.1. SEND's Extérieurs

A fin juin 2025, les SEND extérieurs (excluant les appuis budgétaires) totalisent 3 861,6 milliards de FCFA, avec une répartition par source de financement suivante : (i) 71,0% de bailleurs multilatéraux ; 10,4% des partenaires bilatéraux ; et (iii) 18,6% des créanciers commerciaux.

Tableau 24 : Soldes Engagés Non Décaissés sur emprunts extérieurs

Rubriques	SEND's au 31/03/2024 ***	SEND's au 31/12/2024 ***	SEND's au 31/01/2025***	SEND's au 28/02/2025***	SEND's au 31/03/2025***	SEND's au 30/04/2025***	SEND's au 31/05/2025***	SEND's au 30/06/2025***
MULTILATERAUX	3 265,5	3 160,1	3 216,4	3 191,6	3 036,5	2 990,4	2 948,5	2 882,9
BAD	557,8	620,8	616,8	612,7	609,4	608,7	604,6	599,5
BADEA	45,0	45,1	45,1	45,0	43,2	41,2	39,8	38,3
BDEAC	79,5	74,1	69,0	64,0	64,0	64,0	64,0	64,0
BID	198,0	266,0	265,7	265,4	258,7	253,7	253,5	249,4
BIRD	106,0	204,5	201,6	198,8	196,4	195,3	178,7	175,5
FAD	86,7	87,2	87,2	87,4	83,1	81,0	80,9	71,5
FIDA	20,3	16,8	16,8	16,8	16,4	16,0	15,9	15,5
FS OPEP	17,4	18,1	18,1	18,1	17,3	16,6	16,5	15,9
IDA	1 687,0	1 447,2	1 519,9	1 497,1	1 447,3	1 414,7	1 395,3	1 355,1
UE	72,8	72,8	101,0	101,0	101,0	101,0	101,0	101,0
Appuis budgétaires	394,9	307,4	275,1	275,3	199,6	198,4	198,3	197,2
FMU	192,0	123,0	122,9	123,2	47,7	46,5	46,4	45,3
BIRD	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
BAD	18,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
IDA	184,4	183,8	151,6	151,4	151,3	151,3	151,3	151,3
BILATERAUX	560,7	452,7	453,2	455,6	444,3	433,5	433,3	421,6
ALLEMAGNE	10,6	10,1	10,1	10,1	10,1	10,1	10,1	10,1
FRANCE	146,2	119,1	119,1	119,1	119,1	119,1	119,1	116,6
Appuis budgétaires AFD	26,2	-	-	-	-	-	-	-
Japon	26,3	20,9	21,2	21,8	21,0	21,0	20,9	20,1
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	0,5	49,5	49,5	49,5	49,5	49,5	49,5	49,5
ARABIE SAOUDITE	25,6	26,7	26,7	26,6	25,5	24,4	24,3	23,4
Chine	5,3	5,4	5,5	5,4	5,2	5,0	5,0	4,9
Corée du Sud	0,8	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Emirats Arabes Unis	9,1	9,5	9,5	9,5	9,1	8,7	8,7	8,3
EXIMBANK DE CHINE	207,0	82,6	82,8	82,5	79,3	75,6	75,9	73,2
INDE	107,6	105,9	105,9	105,7	101,4	96,8	96,7	93,1
KOWEIT	21,7	22,5	22,5	24,9	23,6	22,8	22,6	22,0
COMMERCIAUX	846,4	796,6	789,1	793,2	777,5	764,8	764,4	754,2
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	15,4	28,2	28,2	28,2	28,2	28,2	28,2	28,2
Bank of China	46,6	48,6	48,6	48,5	46,5	44,4	44,4	42,7
Belfius	6,9	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6
BMCE Bank	12,7	12,7	12,7	12,7	12,7	12,7	12,7	12,7
CDS group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-
China Citic Bank	-	32,8	32,8	32,8	32,8	32,8	32,8	32,8
Commercial-eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-
Commez bank Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Deutsche banque Espagne	91,9	73,7	73,7	73,7	73,5	73,4	73,4	73,3
ICBC	184,1	191,8	191,8	191,5	183,6	175,4	175,1	168,6
Inter Islamic trade Finance Corporation	112,3	-	6,0	-	3,4	3,2	3,2	3,1
INTESA SANPAOLO SPA	107,2	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
Raiffeisen Bank Inter AG	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
SOCIETE GENERALE DE PARIS	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7
SOCIETE GENERALE NEW YORK	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6
Standard Chartered Londres	139,3	177,6	176,2	174,7	172,4	169,9	169,8	167,8
UNICREDIT	3,6	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
TOTAL GENERAL	4 672,7	4 409,3	4 458,6	4 430,5	4 258,3	4 188,7	4 146,2	4 058,8
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	421,1	307,4	275,1	275,3	199,6	198,4	198,3	197,2
TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES	4 251,5	4 102,0	4 183,5	4 155,2	4 058,7	3 990,3	3 947,9	3 861,6

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4.2. SEND's Intérieurs

A date ils sont nul et depuis plusieurs mois.

Encadré sur l'évolution des SEND'S à problèmes

Les Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) représentent des montants inévitables dans le cycle de vie des projets financés par emprunts décaissables en fonction de de la capacité d'absorption et notamment de l'avancement physique des travaux. A fin juin 2025, le montant de ces SEND's s'élève à 4 058,8 milliards de FCFA. Cependant, des anomalies peuvent survenir lorsque le rythme d'absorption des financements est anormalement faible, posant ainsi la problématique des SEND's non performants ou «à problèmes».

Selon les critères retenus par le CNDP, sont concernés au 30 juin 2025 :

- ❖ Les prêts signés avant le 1^{er} janvier 2020, en particulier ceux dont les SEND's datent de plus de cinq ans en 2025 (1 504,3 milliards de FCFA) ;
- ❖ Ceux qui n'ont enregistré aucun décaissement jusqu'au 30 juin 2025 (655,9 milliards de FCFA) ;
- ❖ Les prêts non mis en vigueur dans un délai de six mois après la signature de la convention (655,9 milliards de FCFA);
- ❖ Ceux dont la date limite de décaissement a été dépassée ou prorogée au moins une fois (2 463,2 milliards de FCFA);
- ❖ Ceux pour lesquels cette date limite de décaissement était inférieure à un an au 30 juin 2025 et dont le taux de décaissement restant était inférieur à 50 % (2 088,2 milliards de FCFA).

Au cours du mois de juin 2025, le suivi des Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) a continué conformément aux engagements pris par le Gouvernement pour réduire le stock des SEND's dits à problèmes. Deux activités majeures ont marqué la période, notamment (i) le déploiement d'une mission de suivi des Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) et ; (ii) la tenue d'une conférence relative à la Programmation des décaissements sur les projets à Financement Extérieur (FINEX) 2026-2028 au MINEPAT.

Au 30 juin 2025, les SEND's problématiques sont estimés à environ 3 044,2 milliards de FCFA, (soit environ 70 % du montant global des SEND's) à fin juin 2025.

Du 22 juin au 05 juillet 2025, sur instruction du Ministre des Finances, Président du CNDP, la CAA a organisé une mission de suivi des SEND's. Cette mission a concerné 155 projets et programmes, correspondant à 172 conventions de financement. Les résultats provisoires révèlent que : (i) cent dix-sept (117) projets (soit 75,6%) sont en cours d'exécution, avec un rythme de progression généralement lent et ; (ii) trente-sept (37) projets (soit 24,4%, représentant 227,1 milliards de FCFA) sont clôturés par les bailleurs, bien que n'ayant pas fait l'objet de clôture officielle par le MINEPAT.

Ainsi, l'encours réel des SEND's problématiques pourrait être réduit à 2 762,4 milliards de FCFA, soit une diminution potentielle de 8,2%. Pour consolider ces résultats, les actions suivantes sont recommandées :

- Après vérification, annulation dans la base de données de la CAA, les queues de financements existants, liés aux projets clôturés.

Concernant la conférence sur la Programmation des décaissements tenue au MINEPAT, les résultats indiquent que : sur un total de 127 projets en cours d'exécution et suivis au niveau du MINEPAT, trente-six (36) projets sont identifiés comme non performants et treize (13) projets sont critiques. Le principal indicateur de performance est le ratio niveau d'exécution physique / la consommation des délais (ratio inférieur à 0,3%).

L'analyse des activités des Unités de Gestion des Projets (UGP's) durant cette période révèle une dynamique positive en matière d'absorption des financements, comme observé les mois précédents. Cette tendance se confirme par l'augmentation des décaissements au mois de juin, atteignant 56,8 milliards de FCFA sur 61 prêts projets, en hausse par rapport à mai 2025, et portant ainsi le montant global des décaissements sur l'année en cours à 461,5 milliards de FCFA.

Toutefois, cette performance aurait davantage pu être renforcée en l'absence des contraintes persistantes freinant l'exécution des projets. Parmi ces obstacles, l'on peut noter :

- ❖ Les blocages conventionnels liés aux bailleurs de fonds (problèmes des Avis de Non Objection tardifs) atteignant parfois 18 mois ;
- ❖ La faible mobilisation des Fonds de Contrepartie gouvernementale. C'est un phénomène global et persistant dans le cycle de mise en œuvre des projets/programmes de développement ;
- ❖ Les problèmes liés à la libération des emprunts des projets d'infrastructures, à l'instar des Autoroutes devant relier Yaoundé - Douala ; Yaoundé et Nsimalen, et Kribi – Lolabé ;
- ❖ Les problèmes liés à la contractualisation (lenteur dans la passation des marchés) ;
- ❖ Le suivi-évaluation limité des phases d'exécution des projets et l'absence d'un mécanisme coercitif en cas de non atteinte des objectifs ;

Dans l'optique d'accélérer le rythme des décaissements, quelques mesures correctives sont à envisager, au rang desquelles :

- Sensibiliser les bailleurs de fonds concernés, sur les diligences concernant les Avis de Non Objection à eux soumis, pour prise en charge décisionnelle immédiate ;
- Mettre en place un mécanisme intégré de prise en charge des indemnités consécutives aux procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Approvisionner suffisamment et à fréquence régulière le Basket fund au titre des contreparties gouvernementales, nécessaires à l'exécution optimale des projets et programmes mis en œuvre. Sur ce point, il pourrait également être envisagé le relèvement du débit d'office du compte basket fund ;
- Accompagner et sensibiliser les UGP à la maîtrise des procédures techniques et financières relevant des opérations des maîtres d'ouvrages.

V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT

V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE hors Restes à Payer et dette flottante

Au terme du premier semestre de l'année 2025, l'encours de la dette de l'Administration Centrale hors Restes à Payer et dette flottante est estimé à 12 324 milliards de FCFA.

Considérant la dette libellée en FCFA comme étant la dette intérieure, et la dette libellée en devise comme étant la dette extérieure, le profil de coûts et risques de la dette existante projeté à fin juin 2025 se présente comme suit:

- un ratio de la dette publique sur le PIB de 37,8%, dont 26,0% de dette extérieure et 11,8% de dette intérieure. Ce ratio, en baisse de 0,8% en glissement trimestriel, reste en deçà de la cible fixée par la SEMT 2025-2027 et de la norme sous régionale de 70% ;
- un coût de la dette matérialisé par un taux d'intérêt moyen pondéré évalué à 3,0%, (limite de la cible fixée par la stratégie) tiré par les taux attachés aux instruments d'endettement intérieur, dont la moyenne pondérée s'élève à 3,9% contre 2,6% pour la dette extérieure. Ce taux reste identique à son évaluation à fin mars 2025 ;
- une durée moyenne de refinancement du portefeuille estimée à 7,5 années, en légère hausse de 0,1 point par rapport à mars 2025, tirée par la dette extérieure d'une durée moyenne de 9,2 années, contre 3,8 années pour la dette intérieure ;
- un poids de la dette dont les termes sont à refixer l'année prochaine estimé à 24,0% contre 24,6% à fin mars 2025, dont 28,2% pour la dette extérieure, et 14,8% pour la dette intérieure. Le risque de refinancement est en effet porté par les instruments de dette intérieure, dont les échéances et difficultés de refinancement sont observées ;
- une part de la dette libellée en devises autres que le FCFA estimée à 68,8% du portefeuille global, soit une exposition effective de 38,1% du portefeuille aux fluctuations de taux de change (contre 68,5% à fin mars), considérant 30,7% de dette libellée en Euro. La proportion de dette libellée en dollars US étant de 17,9% en dessous du seuil critique de 25% fixé dans la stratégie d'endettement 2025-2027.

Tableau 20 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique à fin juin 2025

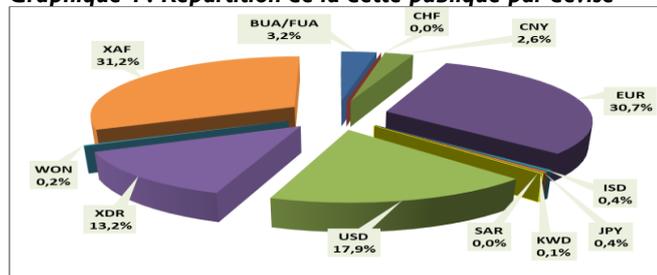
Indicateurs de coûts et risques		Dettes extérieure	Dettes intérieure	Dettes totale*
Dettes nominale en milliards de FCFA		8 478	3 846	12 324
Dettes nominale (% du PIB)		26.0	11.8	37.8
Coût de la dette	Paiement d'intérêt en % du PIB	0.7	0.5	1.1
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	2.6	3.9	3.0
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) (ATM)	9.2	3.8	7.5
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du total)	8.1	14.8	10.2
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du PIB)	2.1	1.7	3.8
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	7.5	3.8	6.3
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	28.2	14.8	24.0
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	80.0	85.3	81.7
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			68.8
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (en % du stock brut de réserves de change brutes détenues par la BEAC)			17.9

Source : CAA

V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE

Les principales devises du portefeuille de la dette publique camerounaise sont : le Franc CFA (31,2%), suivi de l'Euro (30,7%), le Dollar US (17,9%) et le XDR (DTS) avec 13,2%.

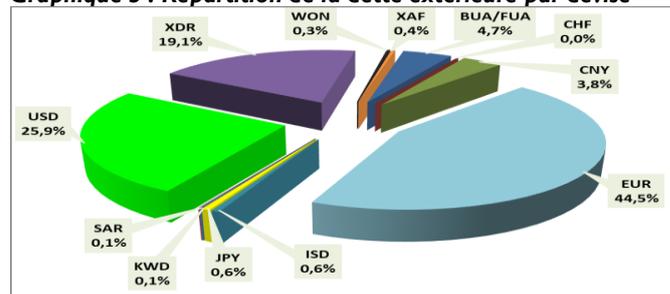
Graphique 4 : Répartition de la dette publique par devise



Source : CAA

Concernant le portefeuille de la dette extérieure, il se compose principalement de l'Euro pour 44,5%, du Dollar US pour 25,9% et du DTS (XDR) pour 19,1%.

Graphique 5 : Répartition de la dette extérieure par devise



Source : CAA

Une publication de la Caisse Autonome
d'Amortissement du Cameroun
Secrétariat Permanent du Comité National de
la Dette Publique

 COMITÉ NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE		
Comité National de la Dette Publique		Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun
Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique
B.P. : 7167 YAOUNDE Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 Fax : (+237) 222 22 01 29
Site internet : www.caa.cm E-mail : caa@caa.cm